

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2027

DOSSIER FINANCIER

LE FINANCEMENT DU PROGRAMME

2027–2032

FINANCER • INVESTIR • TRANSFORMER

1 339,34 Md€

Budget global sur cinq exercices

Une architecture de financement diversifiée et maîtrisée

**FRANCE
L'AVENIR
SOLIDAIRE**



L'ÉQUATION FINANCIÈRE EN UN COUP D'ŒIL

Un programme de 1 339,34 Md€ financé par une combinaison maîtrisée de ressources publiques, privées et européennes.

RESSOURCES MOBILISÉES

1 339,34 Md€

100 % du programme

BUDGET TOTAL DU PROGRAMME

1 339,34 Md€

Sur 5 ans (2027–2032)

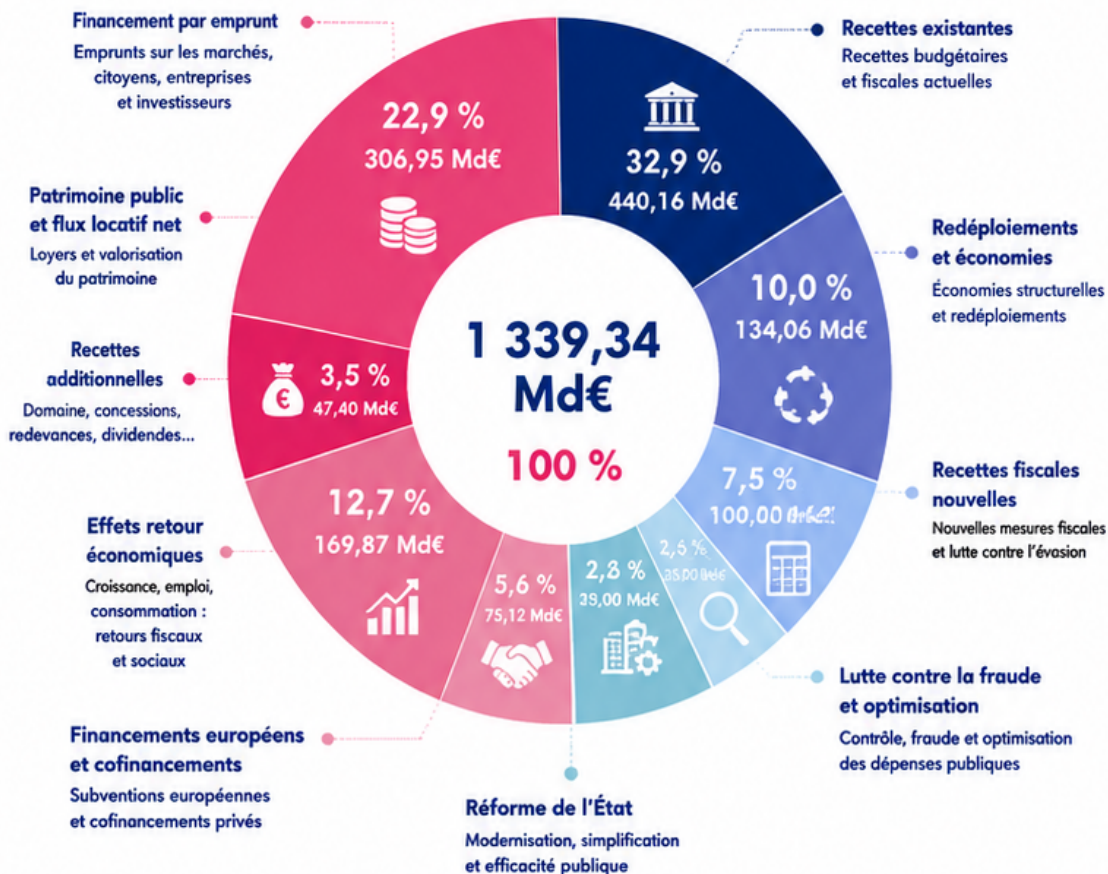
ÉQUATION ÉQUILIBRÉE



Financement intégral assuré

RÉPARTITION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT

Sur 5 ans (2027–2032)



EN CHIFFRES CLÉS



1 339,34 Md€

Budget total du programme (2027–2032)



100 %

Financement intégral assuré



10

Grandes sources de financement



5 ans

Une trajectoire financière maîtrisée (2027–2032)



0 €

Déficit supplémentaire généré par le programme

NOTRE APPROCHE

Nous mobilisons toutes les ressources disponibles sans augmenter les impôts de manière injuste, en réformant, en investissant et en créant de la richesse pour financer l'avenir.



Équilibre financier



Soutenabilité de la dette



Croissance et emplois



Justice et solidarité



69

UN PROGRAMME DE 1 339,34 Md€ : OÙ VA L'ARGENT ?

Répartition des 20 chapitres budgétaires sur 5 ans (2027–2032)

CHAPITRES	Md€	% du total	
1 Pouvoir d'achat	152,50 Md€	11,40 %	
2 Santé pour tous	110,00 Md€	8,21 %	
3 Éducation et jeunesse	53,86 Md€	4,03 %	
4 Services publics	40,70 Md€	3,04 %	
5 Sécurité pour tous	33,50 Md€	2,50 %	
6 Justice	29,00 Md€	2,17 %	
7 Emploi	70,00 Md€	5,22 %	
8 Industrie – France Tech 2032	102,50 Md€	7,65 %	
9 Logement	115,00 Md€	8,59 %	
10 Retraite	107,50 Md€	8,03 %	
11 Agriculture	43,50 Md€	3,25 %	
12 Souveraineté énergétique et écologique	150,00 Md€	11,20 %	
13 France et Europe dans le monde	100,00 Md€	7,46 %	
14 Immigration	12,00 Md€	0,90 %	
15 Défense	80,00 Md€	5,97 %	
16 Culture, sport et vie associative	32,00 Md€	2,39 %	
17 Protection des animaux	22,50 Md€	1,68 %	
18 Institutions	8,28 Md€	0,62 %	
19 Réforme de l'État et fonction publique	11,50 Md€	0,86 %	
20 Protection des Français face aux crises	65,00 Md€	4,85 %	
TOTAL PROGRAMME	1 339,34 Md€	100 %	



À RETENIR



1 339,34 Md€

Budget total sur 5 ans
(2027–2032)



152,50 Md€

Premier poste : pouvoir d'achat



150,00 Md€

Souveraineté énergétique
et écologique



115,00 Md€

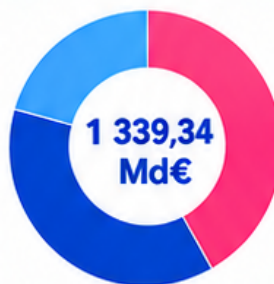
Logement



110,00 Md€

Santé pour tous

RÉPARTITION GLOBALE



● Dépenses
sociales
41,2 %

● Investissement
stratégique
37,6 %

● Réformes
et efficacité
21,2 %



20 chapitres



152 mesures détaillées



267,868 Md€ par an en moyenne

**FRANCE
L'AVENIR
SOLIDAIRE**

www.gilbertpresident.fr

SUIVEZ-NOUS



Facebook



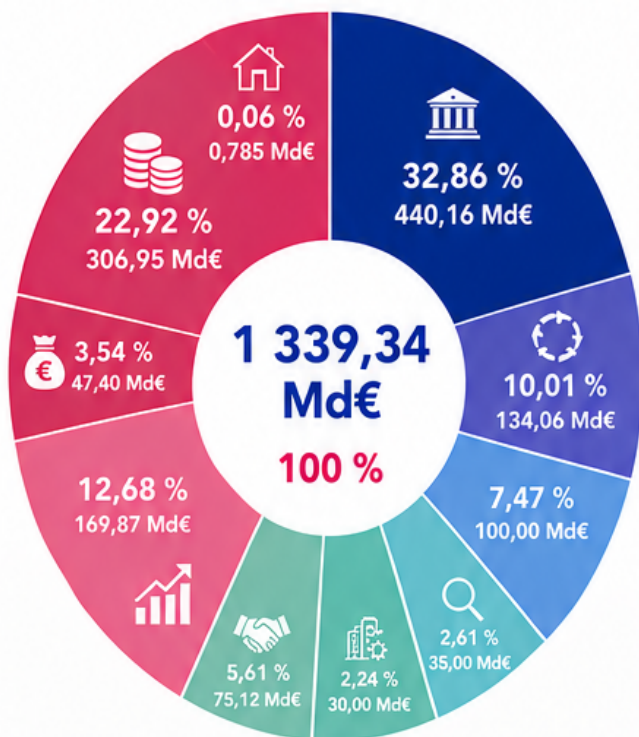
Instagram

70 LES GRANDES SOURCES DE FINANCEMENT

Une architecture financière diversifiée, équilibrée et maîtrisée sur 5 ans (2027–2032).

RÉPARTITION DES RESSOURCES

Sur 5 ans (2027–2032)



Toutes les ressources mobilisées contribuent à l'équilibre du plan de financement de 1 339,34 Md€ sur 5 ans (2027–2032).

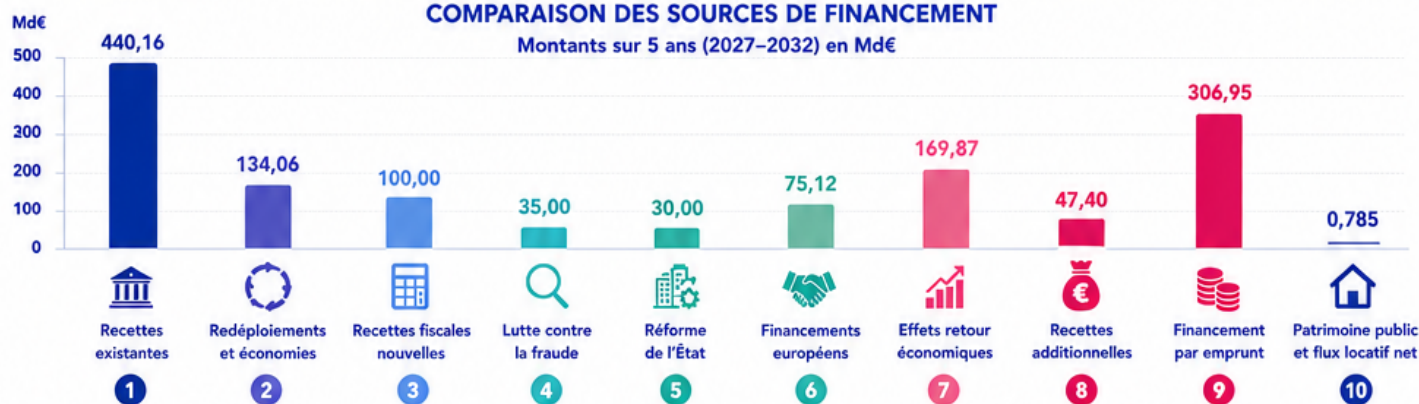
DÉTAIL DES SOURCES DE FINANCEMENT

Sur 5 ans (2027–2032)

N°	SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT (Md€)	% DU TOTAL
1	Recettes existantes (recettes budgétaires et fiscales actuelles)	440,16	32,86 %
2	Redéploiements et économies structurelles (et redéploiements)	134,06	10,01 %
3	Recettes fiscales nouvelles (nouvelles mesures fiscales et lutte contre l'évasion)	100,00	7,47 %
4	Lutte contre la fraude et optimisation (contrôle, fraude et optimisation des dépenses publiques)	35,00	2,61 %
5	Réforme de l'État (modernisation, simplification et efficacité publique)	30,00	2,24 %
6	Financements européens et cofinancements (subventions européennes et cofinancements privés)	75,12	5,61 %
7	Effets retour économiques (croissance, emploi, consommation : retours fiscaux et sociaux)	169,87	12,68 %
8	Recettes additionnelles (domaine, concessions, redevances, dividendes...)	47,40	3,54 %
9	Financement par emprunt (emprunts sur les marchés, citoyens, entreprises et investisseurs)	306,95	22,92 %
10	Patrimoine public et flux locatif net (loyers et valorisation du patrimoine)	0,785	0,06 %
TOTAL RESSOURCES		1 339,34	100 %

COMPARAISON DES SOURCES DE FINANCEMENT

Montants sur 5 ans (2027–2032) en Md€



À RETENIR



Budget intégralement couvert par les ressources identifiées dans le plan de financement.



Le financement repose sur 10 grandes sources complémentaires et diversifiées.



Le recours à l'emprunt représente 22,92 % jamais la majorité.



Un équilibre financier robuste, diversifié et soutenable.



RECETTES, ÉCONOMIES ET REDÉPLOIEMENTS : LE PREMIER SOCLE

Mobiliser intelligemment l'existant pour dégager des moyens sans alourdir la pression fiscale.



L'IDÉE CLÉ

Avant toute ressource nouvelle, le plan s'appuie sur ce qui existe déjà : recettes publiques actuelles, économies structurelles et redéploiements ciblés.

Ces ressources constituent le premier socle de crédibilité du programme.

LE PREMIER SOCLE : CE QUI EXISTE DÉJÀ ET QUI EST MOBILISÉ



1. RECETTES PUBLIQUES EXISTANTES

440,16 Md€

32,86 % du budget total

Ressources budgétaires et fiscales déjà perçues ou programmées sur la période 2027-2032 et intégrées au périmètre du programme.



Il ne s'agit pas de recettes nouvelles : elles auraient été perçues ou engagées même sans le programme.



2. REDÉPLOIEMENTS ET ÉCONOMIES STRUCTURELLES

134,06 Md€

10,01 % du budget total

Économies sur les dépenses existantes et redéploiements de crédits vers des priorités plus efficaces, déjà intégrés au financement.



Ces marges proviennent de la modernisation de l'action publique et de la lutte contre les dépenses inefficaces.

TOTAL DU PREMIER SOCLE

574,22 Md€

42,87 %
du budget total



Ces 574,22 Md€ sont déjà intégrés au plan de financement 2027-2032.

LES AUTRES LEVIERS DE FINANCEMENT : DES RESSOURCES NOUVELLES À VENIR

Ces ressources nouvelles viennent compléter le premier socle pour atteindre l'équilibre du financement.



3. RECETTES FISCALES NOUVELLES

100 Md€

Recettes nouvelles issues de la croissance, de la transition écologique et numérique, et de la lutte contre l'évasion fiscale.



4. LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET MEILLEUR CONTRÔLE

35 Md€

Recettes supplémentaires générées par le renforcement des contrôles et la lutte contre toutes les fraudes.



5. RÉFORME DE L'ÉTAT ET EFFICACITÉ

30 Md€

Mise en œuvre de réformes structurelles pour rendre l'action publique plus efficace et mieux ciblée.

RÉPARTITION DU FINANCEMENT TOTAL



TOTAL DU FINANCEMENT
SUR 5 ANS (2027-2032)

1 339,34 Md€

● Premier socle
(existant + redéploiements)

574,22 Md€

42,87 %

● Recettes fiscales
nouvelles

100,00 Md€

7,47 %

● Lutte contre la fraude
et meilleur contrôle

35,00 Md€

2,61 %

TOTAL DES QUATRE LEVIERS

739,22 Md€

55,19 %
du budget total



Ces leviers constituent le premier ensemble de ressources mobilisées pour financer le programme, en privilégiant les recettes nouvelles ciblées, les économies et les redéploiements.



Les montants sont exprimés en milliards d'euros courants sur 5 ans (2027-2032). Ils sont issus de l'audit du financement du programme France L'Avenir Solidaire.



Source : modèle de financement détaillé France L'Avenir Solidaire (2027-2032).



LES EFFETS RETOUR : QUAND L'INVESTISSEMENT CRÉE DES RECETTES

Investir aujourd'hui pour renforcer l'activité, l'emploi et les recettes publiques de demain.

QU'EST-CE QUE LES EFFETS RETOUR ?



Les effets retour représentent les recettes supplémentaires générées par la croissance économique et sociale induite par les investissements du programme.

Ils proviennent notamment :

- de la création d'emplois et de richesses,
- de l'augmentation de la consommation,
- des recettes fiscales et sociales associées,
- des économies pour les finances publiques (ex. : baisse du chômage, meilleure santé, réduction des importations, etc.).



Objectif : faire de chaque euro investi un levier durable de recettes pour la Nation.

L'ESSENTIEL EN UN COUP D'ŒIL (sur 5 ans : 2027-2032)



169,87 Md€

de retours économiques non redondants

Soit
12,68 %
du budget total
du programme

Soit en moyenne
33,97 Md€
par an

Rappel
budget total
1 339,34 Md€
sur 5 ans



Un moteur de financement durable
et auto-entretenu sur le long terme.

COMMENT PASSE-T-ON DE 240,60 Md€ À 169,87 Md€ ?

240,60 Md€

Retours économiques
centraux identifiés
Somme des 20 chapitres
du tableau ci-dessous.

—

– 70,73 Md€

Retours déjà couverts
Intégrés dans les lignes « croissance,
social, emploi » du plan de financement
(socle budgétaire et recettes existantes
mobilisées).

=

169,87 Md€

Retours non redondants
retenus dans le plan de financement
Montant pris en compte dans l'équilibre
global du programme.

12,68 %
du financement
total

RÉPARTITION DES RETOURS ÉCONOMIQUES CENTRAUX PAR CHAPITRE (sur 5 ans : 2027-2032)

Données de modélisation – classement par montant décroissant

MONTANT (Md€)

1	🛒	Pouvoir d'achat	38,00
2	❤️	Santé	33,00
3	👤	Emploi	24,50
4	🏭	Industrie – France Tech 2032	21,50
5	🎓	Éducation et jeunesse	17,80
6	🌱	Souveraineté énergétique et écologique	14,80
7	🏠	Logement	14,10
8	🏢	Services publics	12,50
9	👴	Retraite	11,80
10	🚜	Agriculture	10,50
11	🛡️	Sécurité	9,80
12	🌍	France et Europe dans le monde	8,70
13	🛡️	Défense	7,50
14	⚖️	Justice	5,90
15	🎭	Culture, sport et vie associative	4,80
16	👤	Immigration	4,00
17	🐾	Protection des animaux	3,40
18	🏛️	Institutions	2,90
19	🏛️	Réforme de l'État et fonction publique	2,40
20	🛡️	Protection des Français face aux crises	1,70

TOTAL

240,60 Md€

À QUOI SERVENT LES EFFETS RETOUR ?



Ils renforcent durablement
la croissance et la compétitivité
de l'économie française.



Ils créent des emplois
et améliorent le pouvoir d'achat
des ménages.



Ils génèrent des recettes fiscales
et sociales supplémentaires
(TVA, impôts, cotisations...).



Ils permettent des économies
pour les finances publiques
(baisse du chômage, meilleure
santé, réduction des importations...).



Tous les retours ne se matérialisent pas
au même rythme : certains effets
apparaissent après 2032. Les montants
présentés correspondent à l'horizon
cumulé 2027-2032.



Ce n'est pas une dépense : c'est un investissement pour l'avenir.
Les effets retour assurent l'auto-financement partiel et durable du programme.



Les effets retour ont été évalués de manière prudente et progressive.
Ils tiennent compte des retombées économiques directes et indirectes
des investissements du programme.



Source : modélisation France L'Avenir Solidaire
à partir du tableau « Effets retour 20 chapitres – Financement séparé »
(2027-2032).



LES FINANCEMENTS EUROPÉENS ET LES COFINANCEMENTS

Mobiliser pleinement les leviers européens et les partenariats pour démultiplier l'impact du programme.

DES LEVIERS EUROPÉENS MAJEURS

L'Union européenne met à disposition des États membres des instruments financiers puissants, dont la France peut mobiliser une part significative sur 5 ans (2027–2032).



97,00 Md€

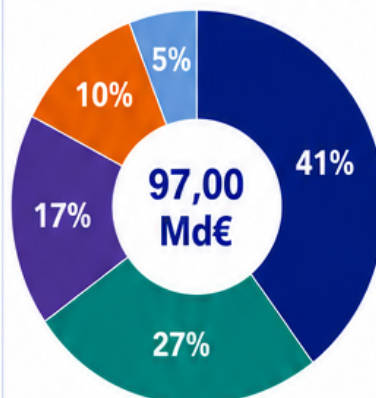
de financements européens mobilisables sur 5 ans (2027–2032)



Ces montants correspondent à la contribution potentielle de l'Europe au financement du programme France L'Avenir Solidaire.

RÉPARTITION PAR TYPE DE FINANCEMENT

Sur 5 ans (2027–2032)



- Subventions européennes
39,77 Md€ (41%)
- Fonds structurels et de cohésion
26,19 Md€ (27%)
- Fonds pour la transition juste (FTJ)
16,49 Md€ (17%)
- Instrument pour la Reprise et la Résilience (REPowerEU)
9,70 Md€ (10%)
- Autres programmes européens
4,85 Md€ (5%)

LES PRINCIPAUX INSTRUMENTS EUROPÉENS MOBILISABLES

Instrument / Programme	Objectif principal	Montant mobilisable sur 5 ans (Md€)
Subventions européennes	Soutenir les priorités européennes et nationales à travers des subventions directes sans obligation de remboursement.	39,77
Fonds structurels et de cohésion (FEDER, FSE+)	Soutenir la compétitivité, l'innovation, l'emploi, la formation et la cohésion des territoires.	26,19
Fonds pour la transition juste (FTJ)	Accompagner les territoires et les travailleurs dans la transition écologique et énergétique.	16,49
Instrument pour la Reprise et la Résilience (REPowerEU)	Financer les investissements et réformes liés à la transition verte, numérique et à la souveraineté énergétique.	9,70
Autres programmes européens	Horizon Europe, LIFE, Europe numérique, Erasmus+, InvestEU, Europe créative, Mécanisme pour l'interconnexion en Europe...	4,85
TOTAL FINANCEMENTS EUROPÉENS MOBILISABLES		97,00

DES RESSOURCES NON REMBOURSABLES



La grande majorité de ces financements prend la forme de subventions ou de participations à fonds perdus.



Ces ressources viennent réduire le besoin de financement national et augmentent la capacité d'action du programme.

LES COFINANCEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS

En complément des financements européens, le programme s'appuie sur des cofinancements mobilisés auprès des partenaires publics, des collectivités territoriales et du secteur privé.



Partenaires publics nationaux

20,00 Md€

Établissements publics, opérateurs de l'État, agences, Banque des Territoires...



Collectivités territoriales

15,00 Md€

Régions, départements, intercommunalités, communes et leurs groupements...



Secteur privé et fonds privés

18,00 Md€

Entreprises, fondations, investisseurs institutionnels, mécénat et partenariats...



53,00 Md€

de cofinancements mobilisables sur 5 ans (2027–2032)

TOTAL EUROPÉEN + COFINANCEMENTS



+



150,00 Md€

de ressources complémentaires mobilisables sur 5 ans (2027–2032)



150,00 Md€ pour amplifier l'impact du programme, soutenir les territoires et accélérer les transitions.



À RETENIR



97,00 Md€
de financements européens mobilisables



53,00 Md€
de cofinancements publics et privés



150,00 Md€
de ressources complémentaires sur 5 ans (2027–2032)

❗ Ces financements ne se substituent pas aux engagements nationaux : ils viennent les renforcer pour financer plus, plus vite et plus efficacement.



L'EMPRUNT : LEVIER DE FINANCEMENT, PAS SOURCE UNIQUE

FINANCER L'INVESTISSEMENT SANS FAIRE REPOSER LE PROGRAMME SUR LA DETTE

L'emprunt constitue une ressource importante du programme, mais il n'en est pas la source principale. Sur les 1 339,34 Md€ mobilisés sur 2027–2032, 306,95 Md€ proviennent du financement par emprunt. L'objectif est donc de recourir à la dette comme levier, en priorité pour les investissements dont les effets économiques, sociaux ou budgétaires se déploient sur plusieurs années.



306,95 Md€

d'emprunt sur 5 ans
(2027–2032)



22,92 %

du financement total



61,39 Md€

par an en moyenne



1 339,34 Md€

de ressources mobilisées
au total

L'emprunt ne finance donc qu'environ 1 euro sur 4 du programme.



■ Autres ressources : 1 032,39 Md€

■ Emprunt : 306,95 Md€

UNE TRAJECTOIRE D'EMPRUNT PROGRESSIVE

ANNÉE	EMPRUNT INDICATIF (Md€)	CUMUL (Md€)
2027	50,00	50,00
2028	55,00	105,00
2029	60,00	165,00
2030	65,00	230,00
2031–2032	76,95	306,95
TOTAL 2027–2032		306,95

i Hypothèse de travail : cette trajectoire est une proposition de modélisation et non une prévision officielle d'émissions. Elle permet de faire monter progressivement l'emprunt avec le déploiement du programme.

QUEL COÛT POUR LA DETTE ?

Hypothèse centrale de travail

3,50 %

Sur la base d'une levée progressive de 306,95 Md€, sans remboursement du principal pendant la période de déploiement, la charge d'intérêts indicative se situerait autour de :



≈ 34 Md€

d'intérêts cumulés
sur la période de montée en charge*

FOURCHETTE DE SENSIBILITÉ (simulation indicative)*

3,0 %		≈ 29 Md€
3,5 %		≈ 34 Md€
4,0 %		≈ 39 Md€
4,5 %		≈ 44 Md€

i * Simulation fondée sur une levée progressive de 306,95 Md€. Le coût réel dépendra des taux de marché, des maturités retenues, du calendrier d'émission et des conditions de refinancement.

LE CONTEXTE FRANÇAIS IMPOSE LA PRUDENCE



Dettes publiques françaises au 1^{er} trimestre 2026

3 536,1 Md€

117,5 % du PIB



Emissions nettes à moyen et long terme prévues en 2026 (AFT)

310 Md€

Le programme doit donc éviter de créer une dépendance supplémentaire à l'emprunt : la dette finance une partie du projet, tandis que les **recettes existantes, économies, redéploiements, recettes nouvelles, financements européens, cofinancements et retours économiques** assurent le reste.

UNE RÈGLE SIMPLE : EMPRUNTER POUR TRANSFORMER, PAS POUR MASQUER UN DÉFICIT

1

PRIORITÉ AUX INVESTISSEMENTS



Industrie, énergie, infrastructures, logement, numérique, recherche et modernisation.

2

PAS D'ÉCONOMIE FUTURE COMPTÉE DEUX FOIS



Une économie ou un retour économique ne peut financer une dépense que s'il est identifié, mesuré et séparé des autres lignes.

3

UN COÛT DE LA DETTE INTÉGRÉ DÈS LE DÉPART



Chaque scénario financier doit intégrer les intérêts et tester plusieurs hypothèses de taux.

4

UNE CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT PRÉSERVÉE



L'emprunt supplémentaire doit rester compatible avec la croissance, les recettes publiques et la trajectoire globale de dette.

À RETENIR



306,95 Md€

d'emprunt
sur 5 ans



22,92 %

du financement
total



61,39 Md€

par an
en moyenne



≈ 34 Md€

d'intérêts cumulés
dans notre scénario
central de travail



**L'EMPRUNT EST UN LEVIER.
IL NE DOIT PAS DEVENIR LE PILIER UNIQUE DU FINANCEMENT.**

Sources :

Programme financier France L'Avenir Solidaire, classeur financier 2027–2032, calculs de modélisation ; INSEE (dette publique T1 2026) ; Agence France Trésor (programme indicatif de financement de l'État 2026). Les projections et simulations sont explicitement distinguées des données officielles.

75

EMPRUNT CITOYEN, ENTREPRISES ET INVESTISSEURS PRIVÉS

MOBILISER L'ÉPARGNE PRIVÉE POUR FINANCER LES INVESTISSEMENTS DE LONG TERME

L'emprunt ne doit pas reposer sur un seul type d'investisseur.

Le programme prévoit un emprunt citoyen identifié de 6 Md€, complété par la mobilisation des marchés financiers, des investisseurs professionnels et de l'épargne privée.

Objectif : diversifier les souscripteurs, répartir le risque et rapprocher une partie de l'épargne française du financement des investissements du pays.

RAPPEL DU PROGRAMME

306,95 Md€
d'emprunt total prévu

dont emprunt citoyen

6,00 Md€

soit **1,95 %** de l'emprunt total
et **0,45 %** des 1 339,34 Md€
mobilisés sur 5 ans.

1. L'EMPRUNT CITOYEN : 6 Md€



6,00 Md€
sur 5 ans



1,20 Md€ / an
de 2027 à 2031



3,50 %
taux cible
de travail*



5 ans
durée
indicative



L'emprunt citoyen serait un emprunt public volontaire, ouvert aux particuliers.
Le capital souscrit reste une dette à rembourser :
il ne constitue pas une recette budgétaire.

À QUOI SERT-IL ?

Les 6 Md€ sont destinés à couvrir
une partie identifiée du besoin
de financement du programme.

Ils représentent :

1,95 % des 306,95 Md€ d'emprunt total

et seulement :

0,45 % des 1 339,34 Md€ mobilisés
sur 5 ans.

2. UN PRODUIT SIMPLE, LIQUIDE ET TRANSPARENT



**SOUSCRIPTION
VOLONTAIRE**

Aucun placement
obligatoire.



**RÉMUNÉRATION
CONNUE
À L'ÉMISSION**

Un taux fixé selon les
conditions de marché
et la durée retenue.



**CAPITAL GARANTI
PAR L'ÉTAT**

Le remboursement
du principal est prévu
à l'échéance.



**INFORMATION
PUBLIQUE**

Montant levé, coût des
intérêts et utilisation du
financement publiés
régulièrement.



**POSSIBILITÉ
DE REVENTE**

Mécanisme de liquidité
sur le marché secondaire
lorsque la structure
juridique le permet.

L'AFT permet déjà aux particuliers d'acheter et de vendre des OAT
sur un marché secondaire organisé.
Les OAT françaises ont actuellement des maturités allant de 2 à 50 ans.

Source : Agence France Trésor

3. QUEL COÛT POUR L'EMPRUNT CITOYEN ?

Hypothèse centrale :

3,50 %



FOURCHETTE DE SENSIBILITÉ - INTÉRÊTS CUMULÉS SUR 2027-2032***

3,0 %
≈ 29,2 Md€
d'intérêts cumulés

3,5 %
≈ 34,0 Md€
d'intérêts cumulés

4,0 %
≈ 38,9 Md€
d'intérêts cumulés

4,5 %
≈ 43,7 Md€
d'intérêts cumulés

* Hypothèse centrale du modèle de financement.

** Calcul indicatif si les 6 Md€ sont empruntés immédiatement et remboursés en fine à 5 ans.

*** Simulation à partir de la trajectoire de levée progressive de 306,95 Md€ (encours moyen).
Le coût réel dépendra des taux de marché, des maturités retenues, du calendrier d'émission
et des conditions de refinancement.

Sur 6 Md€ empruntés
immédiatement :

≈ **210 M€**
d'intérêts par an

≈ **1,05 Md€**
d'intérêts sur 5 ans**

4. LES ENTREPRISES ET INVESTISSEURS PRIVÉS

L'emprunt citoyen ne constitue qu'un petit compartiment de la stratégie.
Le financement complémentaire repose sur les marchés et sur une base
diversifiée d'investisseurs professionnels et privés.



ENTREPRISES

Les entreprises peuvent participer
à la mobilisation de capitaux privés,
notamment par :

- souscription de titres adaptés
à leur profil d'investissement ;
- financement de projets ou
véhicules dédiés ;
- cofinancement de projets avec
l'État et les collectivités ;
- investissement dans les secteurs
industriels, énergétiques et
technologiques.



**INVESTISSEURS
PROFESSIONNELS**

Le marché souverain français
mobilise notamment :

- gestionnaires d'actifs
- banques
- assureurs
- fonds de pension
- institutions officielles
- autres investisseurs spécialisés

L'AFT indique que les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) jouent
un rôle central dans l'accès au marché primaire et secondaire
de la dette française.

Source : Agence France Trésor

5. UN MARCHÉ DÉJÀ CAPABLE D'ABSORBER DES ÉMISSIONS IMPORTANTES

OAT 4,40 % - 2057
Février 2026

> 135 Md€
de demande
pour seulement
8 Md€
servis



Près de
450
investisseurs
finaux ont participé.

RÉPARTITION DE L'ALLOCATION



- 41 % Gestionnaires d'actifs
- 31 % Institutions officielles
- 12 % Banques
- 9 % Assureurs
- 6 % Fonds de pension
- 1 % Gestions alternatives

* Ce chiffre est un benchmark de marché, pas une prévision du programme 2027-2032.

Source : Agence France Trésor

6. UNE STRATÉGIE EN TROIS CERCLES



6 Md€
EMPRUNT CITOYEN

Mobiliser directement
une partie de l'épargne
des ménages.



**MARCHÉS FINANCIERS
OAT ET ÉMISSIONS
SOUVERAINES**

Accéder à une base large
d'investisseurs français
et internationaux.



**CAPITAL PRIVÉ
ENTREPRISES, FONDS,
ASSUREURS ET INVESTISSEURS**

Compléter le financement
des investissements
et des projets.

**À
RETENIR**



6,00 Md€
d'emprunt
citoyen



1,20 Md€ / an
sur 2027-2031



3,50 %
hypothèse centrale
de rémunération



≈ **1,05 Md€**
d'intérêts indicatifs
sur 5 ans si les 6 Md€
étaient empruntés
immédiatement**



306,95 Md€
d'emprunt total prévu
dans l'architecture
financière



1,95 %
seulement de l'emprunt
total représenté par
l'emprunt citoyen

**FRANCE
L'AVENIR
SOLIDAIRE**

**L'ÉPARGNE PRIVÉE NE REMPLACE PAS LES AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT.
ELLE LES COMPLÈTE EN DIVERSIFIANT LES SOUSCRIPTEURS ET EN ORIENTANT
UNE PARTIE DES CAPITAUX VERS L'INVESTISSEMENT DE LONG TERME.**

SOURCES :

Classeur financier du programme - onglet « Emprunt citoyen » ;
Programme financier 2027-2032 ; Agence France Trésor ;

Les données d'émissions OAT sont des données officielles
de marché et ne constituent pas des projections du programme.

L'État détient des participations significatives dans des entreprises stratégiques de l'énergie, des transports, du numérique, de la santé, de la défense ou encore des services publics.

Ces participations génèrent des dividendes, valorisent le patrimoine public et soutiennent la souveraineté économique. Elles constituent une ressource récurrente et responsable au service du programme.

RAPPEL DU PROGRAMME

Ressources mobilisées sur 5 ans
au titre de l'État actionnaire

209,1 Md€

de portefeuille de participations*
(valeur au 31/12/2024)

Potentiel financier pour le programme :

dividendes récurrents et cessions
ciblées étudiés sur 2027-2032.

1. UN PATRIMOINE PUBLIC SIGNIFICATIF

Portefeuille géré par l'Agence
des Participations de l'État (APE)
au 31 décembre 2024

209,1 Md€

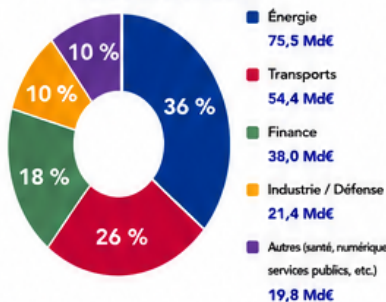
de valeur brute consolidée



Plus de 1 000 entreprises
accompagnées,
dont environ 87 concernées
par la politique actionnariale
de l'État.

Source : Agence des Participations de l'État – Rapport annuel 2024.
Chiffres arrondis.

RÉPARTITION PAR GRAND SECTEUR (valeur brute au 31/12/2024)



2. DES DIVIDENDES RÉCURRENTS DÉJÀ MOBILISÉS



Plus de
8,9 Md€

de dividendes versés
par les entreprises du
portefeuille sur 2024-2025**

4,8 Md€

versés au budget général en 2025
(après prélèvements légaux)

DIVIDENDES VERSÉS AU BUDGET GÉNÉRAL (après prélèvements légaux)

Année	Montant (Md€)
2024	4,1
2025	4,8
TOTAL 2024-2025	8,9



Les dividendes dépendent des résultats des entreprises, des décisions de distribution et de la politique de l'État actionnaire. Ils ne sont donc pas automatiquement acquis d'une année à l'autre.

Sources : Agence des Participations de l'État – Rapports annuels 2024 et 2025 ;
Loi de finances pour 2025 (jaune budgétaire).

3. LES PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS AUX DIVIDENDES (2024-2025)

Entreprise / Groupe	Secteur	Part détenue par l'État	Dividendes cumulés 2024-2025 (Md€)
EDF	Énergie	100 %	3,6
ENGIE	Énergie	23,6 %	1,3
TOTALENERGIES	Énergie	27,0 %	1,2
AIRBUS	Aéronautique	11,0 %	0,9
BNP PARIBAS	Finance	11,0 %	0,6
THALES	Défense / Sécurité	25,7 %	0,5
VINCI	Infrastructures	4,1 %	0,3
AUTRES(1)	Divers (transports, santé, numérique, immobilier...)	-	0,5

TOTAL DIVIDENDES 2024-2025 **8,9 Md€**

(1) Inclut notamment la RATP Group, CDC (via la Caisse des Dépôts), Bpifrance Participations, Française des Jeux, ORANO, Naval Group et autres participations minoritaires.

4. CESSIONS : DES PRODUITS CIBLÉS ET LIMITÉS

CESSIONS RÉALISÉES RÉCEMMENT

L'État réalise ponctuellement des cessions de participations minoritaires ou non stratégiques. Ces opérations ne constituent pas une ressource récurrente.

1,81 Md€

de produits de cession réalisés
sur 2024-2025**

PRINCIPES DE LA POLITIQUE DE CESSION

- ✓ Cibler les participations non essentielles à la souveraineté.
- ✓ Céder au meilleur moment de marché.
- ✓ Ne pas fragiliser les entreprises stratégiques.
- ✓ Affecter les produits aux investissements prévus par le programme, pas aux dépenses de fonctionnement.

POTENTIEL ADDITIONNEL PRUDENT SUR 2027-2032 (À ÉTUDIER)

Sur la base d'un portefeuille important et d'une politique de potentiel de cession, (ciblés pourrait être étudié. Ce montant reste une hypothèse de travail, non garanti.

** Cessions réalisées par l'État et les entités du périmètre (dont APE, CDC, Bpifrance Participations).
Source : Agence des Participations de l'État – Rapports annuels 2024 et 2025.

2,50 Md€
scénario prudent
sur 2027-2032

5. LES PARTICIPATIONS AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DE LA SOUVERAINETÉ



SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

Conserver des positions clés dans les secteurs stratégiques : énergie, transport, défense, numérique, santé, infrastructures.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Accompagner les entreprises dans la décarbonation et le développement de solutions bas carbone.



EMPLOI ET COMPÉTITIVITÉ

Soutenir l'emploi industriel, l'innovation et les chaînes de valeur nationales.



RETOURS FINANCIERS POUR LE PAYS

Les dividendes et cessions sont réinvestis dans les investissements du programme.



GOVERNANCE EXIGEANTE

Transparence, performance, responsabilité sociale et environnementale, évaluation régulière des participations.



CRÉATION DE VALEUR À LONG TERME

Valoriser durablement le patrimoine public au bénéfice des générations futures.

6. SYNTHÈSE – QUEL POTENTIEL FINANCIER MOBILISABLE ?

CE QUI EST DÉJÀ RÉALISÉ (2024-2025)



SCÉNARIO PRUDENT 2027-2032 (À ÉTUDIER)



POTENTIEL ADDITIONNEL PRUDENT TOTAL (À ÉTUDIER)

5,00 Md€
sur 2027-2032
Hypothèse de travail, non garantie.

À RETENIR



L'État actionnaire dispose d'un patrimoine important (209,1 Md€ au 31/12/2024).



Les dividendes constituent une ressource récurrente, mais variable selon les résultats et les choix de distribution.



Les cessions ne sont pas une ressource récurrente : elles doivent rester ciblées, prudentes et au service des investissements.

NOTES

* Valeur brute consolidée du portefeuille APE au 31/12/2024.

** Estimation sur la base des données des rapports annuels 2024 et 2025.

*** Cessions réalisées par l'État et les entités du périmètre (dont APE, CDC, Bpifrance Participations).

LE FONDS SOUVERAIN : S'INSPIRER DU MODÈLE NORVÉGIEN

TRANSFORMER UNE PARTIE DES RESSOURCES NATIONALES EN PATRIMOINE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

La Norvège a bâti l'un des fonds souverains les plus performants et les plus transparents au monde.

Objectif : transformer des ressources non renouvelables en un capital financier diversifié, investi de manière responsable pour générer des revenus durables au service des citoyens.

La France peut s'inspirer de ce modèle pour créer son propre fonds souverain, au service de la souveraineté, de la transition et de l'avenir.

RAPPEL DU PROGRAMME

Le programme financier 2027-2032 prévoit la création d'un fonds souverain dédié aux investissements stratégiques de long terme.

15,00 Md€

y sont spécifiquement fléchés.

1. LE MODÈLE NORVÉGIEN : LE GOVERNMENT PENSION FUND GLOBAL (GPFG)

Au 31 décembre 2025

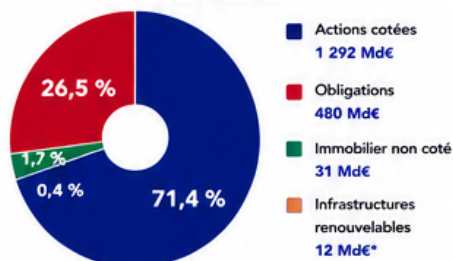
1 815 Md€
d'actifs gérés

Environ 3,7 fois
le PIB de la Norvège
(2025)



RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS

(au 31/12/2025)



- Objectif principal : générer un rendement élevé sur le long terme pour financer l'État-providence et les générations futures.
- Gouvernance indépendante et transparente, encadrée par la loi.
- Investissements responsables intégrant les critères ESG* et les exclusions sectorielles.
- Indépendance opérationnelle : le fonds n'est pas utilisé pour des objectifs budgétaires à court terme.

* ESG : Environnement, Social, Gouvernance.

Source : Norges Bank Investment Management - Annual Report 2025.

* La ligne « Infrastructures renouvelables » est arrondie à 12 Md€ pour que le total corresponde à 1 815 Md€.

2. LES ENSEIGNEMENTS CLÉS DU MODÈLE NORVÉGIEN



Transformer une rente temporaire en patrimoine permanent
Les revenus du pétrole et du gaz sont convertis en actifs financiers diversifiés et durables.



Investir pour les générations futures
Une partie seulement des revenus est utilisée chaque année ; le capital est préservé et en croissance.



Diversifier à l'échelle mondiale
Investissements répartis sur toutes les classes d'actifs et dans plus de 70 pays.



Gouvernance exemplaire
Indépendance opérationnelle, contrôle parlementaire et transparence totale.



Au service de l'intérêt général
Les revenus financent le bien-être des citoyens sans entamer le capital.

RÉSULTAT : un fonds solide, résilient et profondément accepté par la population.

4. UN FONDS SOUVERAIN FRANÇAIS : LE PROGRAMME



Dotation prévue
dans le programme
financier 2027-2032

15,00 Md€

fléchés pour la création
du fonds souverain français.

PRINCIPALES ORIENTATIONS

- Investir dans les secteurs stratégiques et les actifs productifs de long terme.
- Soutenir la transition écologique et énergétique.
- Renforcer la souveraineté industrielle, numérique et technologique.
- Développer les infrastructures critiques.
- Financer l'innovation, la recherche et l'indépendance stratégique.

PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT



Capital
préservé à
long terme.



Revenus
réinvestis au
service du
programme.



Règles claires,
apolitiques et
transparentes.



Intérêt général
et équité entre
les générations.

3. QUELQUES REPÈRES CLÉS DU MODÈLE NORVÉGIEN

PERFORMANCE FINANCIÈRE



Rendement en 2025	15,1 %
Rendement en 2024	13,1 %
Rendement annuel moyen depuis 1998 (nominal)	6,6 %
Rendement réel net annuel moyen depuis 1998 (après inflation et frais)	4,3 %

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE



70 pays

sur tous les continents.

Les investissements sont réalisés uniquement à l'étranger.

RÈGLE BUDGÉTAIRE NORVÉGIENNE (RÈGLE DES 3 %)

Chaque année, le gouvernement peut utiliser jusqu'à 3 % de la valeur moyenne du fonds sur les quatre dernières années pour financer le budget de l'État (règle de référence, révisée selon la conjoncture). Le capital vise à préserver sa valeur réelle sur le long terme.

Source : Ministère des Finances de Norvège (Meld. St. 10 (2024-2025)) ; Norges Bank Investment Management.

5. LES PARTICIPATIONS AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DE LA SOUVERAINÉTÉ



SOUVERAINÉTÉ ÉCONOMIQUE

Conserver des positions clés dans les secteurs stratégiques : énergie, transport, défense, numérique, santé, infrastructures.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Accompagner les entreprises dans la décarbonation et le développement de solutions bas carbone.



EMPLOI ET COMPÉTITIVITÉ

Soutenir l'emploi industriel, l'innovation et les chaînes de valeur nationales.

6. HYPOTHÈSES DE TRAVAIL POUR LE FONDS SOUVERAIN FRANÇAIS

HYPOTHÈSES PRUDENTES

- Rendement réel net moyen de long terme : 4,0 %/an (après inflation et frais).
- Alimentation initiale en 2027 : 15,00 Md€ (dotation du programme).
- Alimentation complémentaire 2027-2032 : scénarios à l'étude*.
- Aucun retrait de capital (capitalisation intégrale).

ÉVOLUTION POTENTIELLE DU CAPITAL

(SCÉNARIO PRUDENT - en Md€ constants de 2025)



Ces projections sont des simulations indicatives. Le rendement réel dépendra des marchés et de la gestion.

6. À QUOI SERVIRA LE FONDS SOUVERAIN FRANÇAIS ?



SOUVERAINÉTÉ ÉCONOMIQUE

Renforcer l'indépendance financière et la capacité d'action de la Nation.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Financer les solutions bas carbone et la résilience climatique.



COMPÉTITIVITÉ ET INNOVATION

Soutenir les secteurs stratégiques, l'innovation et la réindustrialisation.



SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE

Développer les infrastructures critiques et les capacités stratégiques.



JUSTICE INTERGÉNÉRATIONNELLE

Constituer un patrimoine pour les générations futures et financer le bien-être durable.



FONDS NORVÉGIENS

1 815 Md€
d'actifs gérés

RENDEMENT MOYEN DEPUIS 1998

6,6 %/an
(nominal)
4,3 %/an
(réel net)

RÈGLE DE RÉFÉRENCE NORVÉGIENNE

Jusqu'à 3 %
de la valeur moyenne
du fonds sur 4 ans
pour le budget de l'État.

FONDS SOUVERAIN FRANÇAIS (PROGRAMME)

15,00 Md€
dotation prévue
en 2027.

SCÉNARIO PRUDENT 2027-2032*

≈ 47 Md€
potentiels à fin 2032
(hypothèse 4,0 % réel net
et + 20 Md€ d'alimentation).

AMBITION

Un capital durable
au service de la Nation
et des générations
futures.

NOTES

- Données du fonds norvégien : source Norges Bank Investment Management - Annual Report 2025.
- Les simulations financières sont des hypothèses de travail à titre indicatif et ne constituent pas des prévisions.
- * Cessions réalisées par l'État et les entités du périmètre (don titret APE, CDC, Bpifrance Participations).

Le programme financier 2027-2032 prévoit la mobilisation active du patrimoine public pour financer les investissements stratégiques de long terme.

L'État détient un patrimoine considérable et diversifié : participations stratégiques, immobilier, foncier, infrastructures, ressources naturelles et actifs culturels.

Mieux connaître, gérer et valoriser ce patrimoine, c'est dégager des ressources durables pour financer les priorités nationales sans augmenter la dette.

1. UN PATRIMOINE PUBLIC IMPORTANT ET DIVERSIFIÉ

Le patrimoine brut de l'État est estimé à

600 à 700 Md€

soit environ 20 à 25 % du PIB.

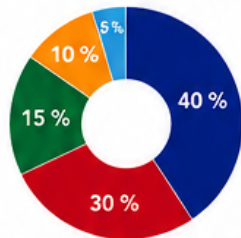


Il comprend des actifs financiers, immobiliers, fonciers, naturels, industriels et culturels.



Une meilleure connaissance et gestion de ce patrimoine peuvent générer des ressources significatives et pérennes.

RÉPARTITION ESTIMATIVE
(EN % DE LA VALEUR TOTALE)



- Participations financières de l'État
- Immobilier et foncier
- Infrastructures et équipements publics
- Ressources naturelles et autres actifs
- Actifs culturels et historiques

EXEMPLES DE PARTICIPATIONS MAJEURES



2. LE PORTEFEUILLE FINANCIER DE L'ÉTAT

209,1 Md€

de portefeuille géré par l'Agence des participations de l'État (APE) au 31 décembre 2024.

Il regroupe 87 entreprises dans des secteurs clés pour la souveraineté et la transition.

RÉPARTITION PAR SECTEUR
(EN % DE LA VALEUR)



3. LE PATRIMOINE IMMOBILIER ET FONCIERS



71,9 Md€

valeur du parc immobilier de l'État au 31 décembre 2024.

- 96,8 millions de m² de surface utile brute occupée.
- 83 % de la surface appartient à l'État.
- 195 284 bâtiments au 31/12/2024.
- 31 081 terrains au 31/12/2024.

RÉPARTITION DES SURFACES PAR AFFECTATION (en m²)

Bureaux	23,0 millions
Enseignement et recherche	20,1 millions
Logements	18,6 millions
Autres (casernes, bâtiments techniques, hospitaliers, culturels, etc.)	35,1 millions

VALORISATION ET DYNAMIQUE 2024-2025

- 4,6 Md€ investis dans la rénovation depuis 2018.
- 192 M€ de cessions immobilières réalisées en 2025.
- 123 M€ de redevances domaniales enregistrées en 2025.

Un patrimoine à moderniser pour améliorer la performance énergétique, l'usage et la valeur des actifs.

4. LES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS

≈ 200 Md€

de valeur estimée.

- Réseau routier national : 12 000 km.
- Réseau ferroviaire : 28 000 km.
- Ports maritimes et fluviaux, aéroports, réseaux d'énergie, eau, numérique, etc.

Ces infrastructures constituent un atout majeur pour la compétitivité et la transition écologique.



5. RESSOURCES NATURELLES ET AUTRES ACTIFS



Forêts domaniales : 1,7 million d'hectares.



Domaine maritime : 11 millions de km² (2^e domaine maritime mondial).



Ressources minières, fréquences hertziennes, données publiques stratégiques.



La gestion durable de ces ressources peut générer des revenus réguliers tout en préservant l'environnement et les générations futures.

6. LES LEVIERS POUR MIEUX VALORISER LE PATRIMOINE PUBLIC



CONNAÎTRE

Améliorer l'inventaire et la transparence du patrimoine public.



GÉRER

Professionaliser la gestion et fixer des objectifs de performance.



OPTIMISER

Mutualiser, rénover et céder les actifs sous-utilisés.



VALORISER

Développer des partenariats et des montages innovants.



INVESTIR

Réinvestir les recettes dans les priorités stratégiques de long terme.

RÉSULTAT : dégager des ressources durables au service de l'investissement, de la souveraineté et de la transition écologique.

7. UN POTENTIEL DE RESSOURCES SIGNIFICATIF

RESSOURCES POTENTIELLES SUPPLÉMENTAIRES À L'HORIZON 2032*



Cessions et optimisations immobilières (2027-2032)

≈ 10 à 15 Md€



Valorisation du portefeuille participatif (dividendes, cessions ciblées)

≈ 10 à 20 Md€



Exploitation durable des ressources naturelles et autres actifs

≈ 5 à 10 Md€

TOTAL POTENTIEL 2027-2032

≈ 25 à 45 Md€

* Estimations indicatives, sous réserve d'une meilleure connaissance et d'une gestion active du patrimoine.

CONTRIBUTION AUX PRIORITÉS NATIONALES



Souveraineté et sécurité



Transition écologique



Cohésion territoriale



Innovation et compétitivité



Éducation, santé et solidarité

Valoriser le patrimoine public, c'est transformer un capital existant en investissements utiles pour l'avenir et le bien-être des citoyens.

FINANCER LE PROGRAMME ANNÉE APRÈS ANNÉE,
SANS DÉPENDRE D'UNE SEULE RESSOURCE



Principe : chaque dépense nouvelle doit disposer d'une trajectoire de financement identifiée.
Les recettes certaines, les économies, les cofinancements, les effets retour et l'emprunt sont comptabilisés séparément.

RAPPEL DU PROGRAMME

1 339,34 Md€

Budget global du programme
sur l'horizon 2027-2032
(6 années civiles)

223,22 Md€

en moyenne annuelle
(1 339,34 + 6)

1. UNE TRAJECTOIRE DE DÉPENSES PROGRESSIVE



Trajectoire indicative de montée en charge

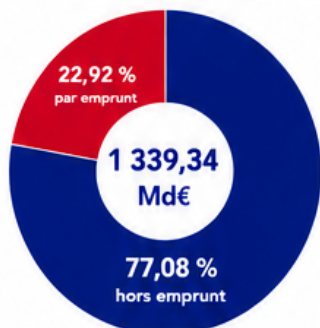
Simulation de travail – non constitutive d'une prévision budgétaire officielle.

ANNÉE	DÉPENSES PROGRAMMÉES (simulation de travail) (Md€)	CUMUL (Md€)
2027	≈ 250 Md€	≈ 250 Md€
2028	≈ 260 Md€	≈ 510 Md€
2029	≈ 270 Md€	≈ 780 Md€
2030	≈ 275 Md€	≈ 1 055 Md€
2031	≈ 285 Md€	≈ 1 340 Md€
2032	≈ -	≈ 1 339,34 Md€

Cette répartition lisse la montée en charge des investissements.
Elle permet d'atteindre le budget global de 1 339,34 Md€ sur 2027-2032.

Les montants par année sont des hypothèses de travail.

3. UNE ARCHITECTURE QUI LIMITE LA DÉPENDANCE À LA DETTE



22,92 %

soit 306,95 Md€
repose sur le financement
par emprunt.



77,08 %

du financement provient
de ressources autres
que l'emprunt.



Règle de prudence : l'emprunt finance prioritairement les investissements
dont les bénéfices économiques, sociaux ou budgétaires s'étendent dans le temps.
Il ne doit pas servir à masquer un déficit courant.

5. LE SCÉNARIO CENTRAL : UNE PARTIE DES RETOURS EST DIFFÉRÉE



Les simulations du classeur
donnent, pour le scénario
central, un potentiel de retour
économique significatif.

Ces retours ne sont pas assimilés
à des recettes garanties.

Simulation macro de travail
du classeur :

52,9 Md€

de retour budgétaire net
estimé sur 2027-2031
dans le scénario central.



Ce montant n'est pas intégré comme recette garantie supplémentaire.
Il constitue une marge potentielle permettant, si les résultats sont effectivement
constatés, de réduire progressivement le besoin de financement.

2. LES 10 GRANDES SOURCES DE FINANCEMENT

N°	SOURCE DE FINANCEMENT	TOTAL 2027-2032 (Md€)	PART
1	Recettes publiques existantes (recettes budgétaires et fiscales actuelles)	440,16	32,86 %
2	Redéploiements et économies structurelles (et redéploiements)	134,06	10,01 %
3	Nouvelles recettes fiscales (nouvelles mesures fiscales et lutte contre l'évasion)	100,00	7,47 %
4	Lutte contre la fraude et optimisation (contrôle, fraude et optimisation)	35,00	2,61 %
5	Réforme de l'État et efficacité (modernisation, simplification et efficacité publique)	30,00	2,24 %
6	Financements européens et cofinancements (subventions européennes et cofinancements privés)	75,12	5,61 %
7	Effets retour économiques (croissance, emploi, consommation : retours fiscaux et sociaux)	169,87	12,68 %
8	Recettes additionnelles (domaines, concessions, redevances, dividendes...)	47,40	3,54 %
9	Financement par emprunt (emprunts sur les marchés, citoyens, entreprises et investisseurs)	306,95	22,92 %
10	Patrimoine public et flux locatifs nets (loyers et valorisation du patrimoine)	0,785	0,06 %
TOTAL		1 339,34	100 %

4. LES RESSOURCES QUI MONTENT EN PUISSANCE (2027 → 2032)

	RECETTES EXISTANTES Base immédiatement disponible.	440,16 Md€
	REDÉPLOIEMENTS / ÉCONOMIES Montée en puissance progressive.	134,06 Md€
	RECETTES FISCALES NOUVELLES Montée en charge avec les réformes.	100,00 Md€
	EFFETS RETOUR ÉCONOMIQUES Rendements différés liés à l'emploi, à l'investissement et à l'activité.	169,87 Md€
	FINANCEMENTS EUROPÉENS ET COFINANCEMENTS Mobilisation progressive selon l'éligibilité et le calendrier des projets.	75,12 Md€

6. LE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

2027 (hypothèses officielles*)	2028 (hypothèses officielles*)	2029-2032 (hypothèses de travail)
Croissance ≈ 0,9 %	Croissance ≈ 1,2 %	Hypothèses à construire à partir des données effectivement constatées.
Inflation IPCH ≈ 1,7 %	Inflation IPCH ≈ 1,7 %	Aucun gain de croissance ne sera considéré comme acquis avant réalisation.

* Source : Banque de France, Projections macroéconomiques – Juin 2026 (scénario de référence).

À RETENIR



1 339,34 Md€
de dépenses
programmées



1 339,34 Md€
de ressources
identifiées



77,08 %
hors financement
par emprunt



22,92 %
financement
par emprunt



0 €

de financement supplémentaire fictif
grâce à la séparation entre recettes
certaines, économies, retours
économiques et hypothèses.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les montants de financement proviennent de l'architecture
financière du programme et du travail d'audit du classeur.
La ventilation par période est une simulation de montée en
charge destinée à construire la trajectoire de la page 79.
Les effets retour et les cofinancements sont des hypothèses.

SOURCES PRINCIPALES

- Programme financier 2027-2032
- Classeur maître d'audit
- INSEE, Comptes des administrations
publiques 2025
- BDF, Projections, Juin 2026

Une dette maîtrisée, soutenable et compatible avec une France plus forte.

MÉTHODOLOGIE

- OFFICIEL : données publiques
- PROGRAMME : issu du programme
- CALCUL : résultat arithmétique
- SIMULATION : hypothèse de modèle
- SCÉNARIO : projection selon hypothèses

1. LA SITUATION ACTUELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

Données au 1^{er} trimestre 2026 (Insee)



Dettes publiques brutes

3 536,1 Md€

117,5 % du PIB

OFFICIEL



Dettes publiques nettes

3 301,1 Md€

109,7 % du PIB

OFFICIEL

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels – 1^{er} trimestre 2026.
La variation de la dette ne se confond pas mécaniquement avec le déficit (Insee).

OFFICIEL

2. L'EFFORT SUPPLÉMENTAIRE DU PROGRAMME



Emprunt citoyen et financement par emprunt prévu sur 2027–2032

306,95 Md€

sur 5 ans

22,92 %

des ressources mobilisées (1 339,34 Md€)

PROGRAMME

L'emprunt ne représente qu'une partie du financement : 1 032,39 Md€ proviennent d'autres sources (recettes, économies, retours économiques, cofinancements...).

3. NOTRE CAP : UNE TRAJECTOIRE SOUTENABLE



L'objectif n'est pas d'augmenter la dette, mais d'investir pour générer plus de croissance, plus d'emplois et plus de recettes.



Un endettement supplémentaire limité, étalé et maîtrisé.



Une croissance plus forte qui réduit le poids de la dette dans le PIB.



Des retours économiques et des recettes nouvelles qui renforcent la capacité de remboursement.

CALCUL / SIMULATION

4. TRAJECTOIRE DE L'EMPRUNT ET IMPACT SUR LA DETTE PUBLIQUE

Scénario central – Dette au sens de Maastricht (en % du PIB)

SIMULATION

Année	Emprunt annuel programmé (Md€)	Emprunt cumulé (Md€)	Impact sur le ratio dette / PIB* (points de PIB)	Dettes publiques (% du PIB) (simulation)	Dettes publiques (Md€ courants) (simulation)
2026 (réf.)	–	–	–	117,5 %	3 536,1
2027	50,00	50,00	+ 0,8	118,3 %	3 615
2028	55,00	105,00	+ 1,6	118,7 %	3 698
2029	60,00	165,00	+ 2,4	118,8 %	3 776
2030	65,00	230,00	+ 2,9	118,6 %	3 850
2031	76,95	306,95	+ 3,1	117,8 %	3 915
2032	–	306,95	+ 3,1	116,8 %	3 980

* Impact sur le ratio dette / PIB calculé selon la règle : (Emprunt net d'intérêts) / PIB de l'année.
Hypothèse centrale : croissance nominale moyenne du PIB = + 2,9 % par an ; inflation = 1,7 %.
Ces montants sont arrondis et dépendent des hypothèses retenues.

SIMULATION

5. COÛT DES INTÉRÊTS DE L'EMPRUNT SUPPLÉMENTAIRE

Emprunt total : 306,95 Md€ sur 2027–2032

SIMULATION

Taux d'intérêt moyen (sur l'encours)	Intérêts annuels moyens (Md€)	Intérêts cumulés 2027–2032 (Md€)
2,5 %	4,75	18,1
3,0 %	5,70	21,7
3,5 %	6,65	25,3
4,0 %	7,60	28,9



Coût calculé sur la base du calendrier de levée de l'emprunt et d'un encours moyen croissant.
Ces intérêts représentent entre 1,4 % et 2,2 % des recettes publiques estimées en 2032 selon les scénarios.

SIMULATION

6. LES LEVIERS QUI RENFORCENT NOTRE CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT



Retours économiques non redondants (reposant sur l'activité réelle)

169,87 Md€

PROGRAMME / CALCUL



Retour budgétaire net du scénario macro central 2027–2031*

52,9 Md€

SIMULATION



Recettes fiscales et sociales nouvelles 2027–2032

100,00 Md€

PROGRAMME / CALCUL



Économies structurelles et redéploiements 2027–2032

134,06 Md€

PROGRAMME / CALCUL

* Le scénario macro central génère 301,9 Md€ de PIB additionnel cumulé (2027–2031) et 52,9 Md€ de retour budgétaire net.

SIMULATION

7. CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT : ÉLÉMENTS DE LECTURE



Avec une croissance plus forte (+0,8 à +1,2 % de PIB/an) le ratio dette / PIB se stabilise puis diminue à partir de 2030.

SIMULATION



Les retours économiques et les recettes nouvelles améliorent chaque année notre capacité à servir la dette.

SIMULATION



La charge d'intérêts reste maîtrisée : entre 1,4 % et 2,2 % des recettes publiques selon les scénarios de taux.

SIMULATION



Objectif : maintenir la dette sous contrôle et converger vers une trajectoire descendante après 2030.

CALCUL / SIMULATION



La trajectoire est soutenable : l'investissement d'aujourd'hui financera la croissance et la capacité de désendettement de demain.

CALCUL / SIMULATION

8. INDICATEURS DE SOUTENABILITÉ EN 2032 (SCÉNARIO CENTRAL)



Dettes publiques / PIB

116,8 %

(vs 117,5 % en 2026)

SIMULATION



Charge d'intérêts / recettes publiques

≈ 1,7 %

(taux 3,0 %)

SIMULATION



Déficit public / PIB

≈ 3,1 %

en 2032

SIMULATION



Capacité de désendettement (dette / épargne brute) duvrestre

≈ 8,0 ans

en 2032

SIMULATION

NOTES IMPORTANTES

- Les simulations dépendent des hypothèses de croissance, d'inflation, de taux d'intérêt et d'exécution du programme.
- Les montants sont exprimés en milliards d'euros courants.
- La gestion active de la dette et l'allongement des maturités réduisent l'exposition au risque de taux.

SOURCES PRINCIPALES

- Insee – Comptes nationaux trimestriels – 1^{er} trimestre 2026.
- Insee – Note de conjoncture – Juin 2025 (déficit public 2025 : 5,1 % du PIB).
- Programme France l'Avenir Solidaire – Synthèse financière 2027–2032.
- Calculs et simulations : équipe programme (scénario central).

LES RETOURS ÉCONOMIQUES : EMPLOI, CROISSANCE ET RECETTES PUBLIQUES

Investir aujourd'hui pour générer plus d'activité, plus d'emplois et plus de recettes demain.

MÉTHODOLOGIE

- OFFICIEL : données publiques
- PROGRAMME : issu du programme
- CALCUL : résultat arithmétique
- SIMULATION : hypothèse de modèle
- SCÉNARIO : projection selon hypothèses

1. L'IDÉE CLÉ



Chaque euro investi par le programme génère des retombées économiques qui bénéficient à l'ensemble de la Nation.



Création d'emplois directs et indirects et amélioration du pouvoir d'achat



Hausse de la production, de la valeur ajoutée et des investissements privés



Recettes fiscales et sociales supplémentaires pour les finances publiques



Les retombées économiques ne constituent pas une dépense : elles résultent de l'activité générée par le programme.

SIMULATION

2. RETOURS ÉCONOMIQUES TOTAUX DU PROGRAMME

Scénario macro central 2027-2032*



360,0 Md€

de PIB additionnel cumulé (soit 10,0 % du PIB 2032)

SCÉNARIO



288,0 Md€

de retombées économiques brutes cumulées sur 6 ans (retours des 19 chapitres)

SIMULATION



180,0 Md€

de retours économiques non redondants retenus pour le financement (après déduction des doublons)

PROGRAMME / CALCUL



Les retours non redondants sont intégrés dans le plan de financement pour éviter tout double comptage.

3. IMPACT SUR L'EMPLOI



Le programme génère des créations d'emplois à tous les niveaux de qualification.

EMPLOIS CRÉÉS OU CONSOLIDÉS (2027-2032)

+ 960 000
à
1 440 000
emplois nets
sur 6 ans

+ 160 000
à
240 000
emplois créés
par an en moyenne



Des emplois durables, non délocalisables, dans tous les territoires.

SIMULATION

PRINCIPAUX SECTEURS CONCERNÉS



Industrie
et énergie



Construction
et logement



Transition
écologique



Numérique
et innovation



Santé et
services publics

4. CONTRIBUTION À LA CROISSANCE

Effet sur le PIB réel (% de croissance supplémentaire annuelle) par rapport à un scénario sans programme **SIMULATION**



Croissance additionnelle moyenne 2027-2032 : + 0,95 % du PIB par an. Soit + 360,0 Md€ de PIB cumulé entre 2027 et 2032 (scénario central).

SIMULATION

5. GÉNÉRATION DE RECETTES PUBLIQUES SUPPLÉMENTAIRES

RECETTES SUPPLÉMENTAIRES CUMULÉES SUR 2027-2032



Recettes fiscales nouvelles (TVA, impôts, contributions...) **100,00 Md€**



Cotisations sociales supplémentaires **≈ 40,00 Md€**



Autres recettes et dividendes (entreprises publiques, loyers...) **≈ 10,00 Md€**

TOTAL RECETTES PUBLIQUES SUPPLÉMENTAIRES

≈ 150,00 Md€

PROGRAMME / CALCUL

POIDS DANS LES RECETTES PUBLIQUES TOTALES 2032



soit en moyenne
≈ 25 à 30 Md€
de recettes supplémentaires
par an sur 6 ans

SIMULATION

6. DÉTAIL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES BRUTES PAR NATURE (2027-2032)

Nature des retombées (scénario macro central)	Montant cumulé (Md€)	Part du total
PIB additionnel (valeur ajoutée créée)	360,0	100 %
Emplois créés ou consolidés (effet sur le revenu et la consommation)	—	—
Recettes fiscales nouvelles (TVA, impôts, contributions...)	100,0	27,8 %
Cotisations sociales supplémentaires	40,0	11,1 %
Dividendes et retours des entreprises publiques	10,0	2,8 %
Économies sur dépenses futures (effets structurels)	138,0	38,3 %
TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES BRUTES	288,0	100 %

Ces retombées renforcent durablement notre économie et financent une partie croissante des politiques publiques.

SIMULATION

7. POTENTIEL BUDGÉTAIRE NET



52,9 Md€

de retour budgétaire net (scénario macro central) sur 2027-2032*

SIMULATION



Recettes fiscales et sociales supplémentaires générées



Dividendes, loyers, retours publics et autres recettes



Coûts de fonctionnement supplémentaires



Effets d'aubaine et fraudes estimés



Ce retour budgétaire net améliore l'équilibre des finances publiques et renforce la capacité de remboursement de l'État.

SIMULATION

8. COMMENT LES RETOURS SOUTIENNENT LE FINANCEMENT DU PROGRAMME ?

INVESTISSEMENTS
DU PROGRAMME
(2027-2032)



1 339,34 Md€

Budget total
sur 6 ans

PROGRAMME

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES
BRUTES (2027-2032)*



288,0 Md€

Valeur économique
créée

SIMULATION

RETOMBÉES NON REDONDANTES
INTÉGRÉES AU FINANCEMENT



180,0 Md€

Utilisées pour
financer le programme

PROGRAMME / CALCUL

RECETTES PUBLIQUES
SUPPLÉMENTAIRES
(2027-2032)



≈ 150,00 Md€

Nouvelles recettes
fiscales et sociales

PROGRAMME / CALCUL

PLUS DE CROISSANCE,
PLUS D'EMPLOIS,
PLUS DE RECETTES,
PLUS DE SOUVERAINETÉ



SIMULATION

SOURCES PRINCIPALES

- Insee - Comptes nationaux trimestriels - 1^{er} trimestre 2026.
- Insee - Note de conjoncture - Juin 2025 (déficit public 2025 : 5,1 % du PIB).
- Programme France L'Avenir Solidaire - Synthèse financière 2027-2032.
- Modèle de financement détaillé - classeur financier.

* Le scénario macro central génère 360,0 Md€ de PIB additionnel cumulé entre 2027 et 2032 et 52,9 Md€ de retour budgétaire net.

LE SCÉNARIO CENTRAL : UN BUDGET FINANCÉ ANNÉE APRÈS ANNÉE

Le programme de 1 339,34 Md€ (2027–2032) est intégralement financé par l'ensemble des ressources mobilisées.

● OFFICIEL : données publiques

● PROGRAMME : issu du programme

● CALCUL : résultat arithmétique

● SIMULATION : hypothèse de modèle

1. DÉPENSES PROGRAMMÉES PAR ANNÉE

PROGRAMME

Trajectoire des investissements et mesures du programme.

Année	Dépenses programmées (Md€)	% du total 2027-2032	Cumul dépenses (Md€)
2027	250,00	18,67 %	250,00
2028	260,00	19,41 %	510,00
2029	270,00	20,16 %	780,00
2030	275,00	20,53 %	1 055,00
2031-2032*	284,34	21,23 %	1 339,34
TOTAL 2027-2032	1 339,34	100 %	1 339,34

i Les dépenses croissent progressivement jusqu'en 2030, puis se stabilisent sur 2031-2032.

* 2031-2032 regroupe deux années.

2. EMPRUNT CITOYEN – TRAJECTOIRE D'EMPRUNT

PROGRAMME

L'emprunt finance une partie du programme sur 2027-2032.

Année	Emprunt citoyen (Md€)	% du total emprunt	Cumul emprunt (Md€)
2027	50,00	16,28 %	50,00
2028	55,00	17,91 %	105,00
2029	60,00	19,53 %	165,00
2030	65,00	21,16 %	230,00
2031-2032*	76,95	25,12 %	306,95
TOTAL 2027-2032	306,95	100 %	306,95

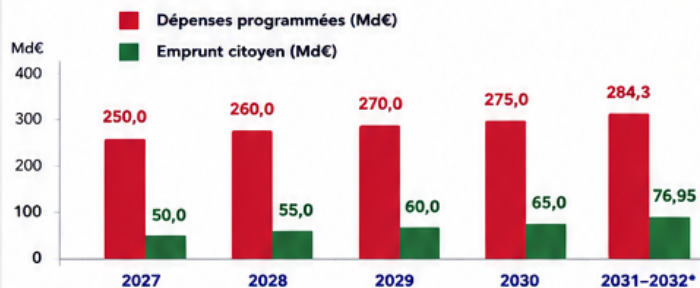
i L'emprunt représente 306,95 Md€, soit 22,92 % du financement total (306,95 / 1 339,34).

* 2031-2032 regroupe deux années.

3. TRAJECTOIRE ANNUELLE : DÉPENSES, EMPRUNT ET MONTÉE EN PUISSANCE DES RESSOURCES

SIMULATION DE MODÈLE

Données certaines du programme



* 2031-2032 regroupe deux années.

Montée en puissance des ressources (simulation)

Les ressources progressent au fil du temps grâce à la montée en puissance des recettes nouvelles, des retours économiques, des cofinancements et des réformes structurelles.

Un pilotage annuel garantit l'équilibre sur toute la période.

Période	2027	2028	2029	2030	2031-2022*
Ressources disponibles (simulation, Md€)	≈ 240-260	≈ 260-290	≈ 280-310	≈ 300-330	≈ 320-340
Solde annuel (simulation, Md€)	✓ Positif	✓ Positif	✓ Positif	✓ Positif	✓ Positif

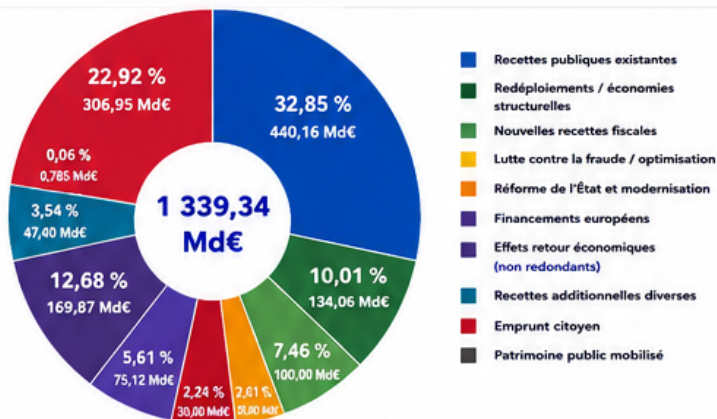
i Ces montants sont issus d'une simulation de modèle. Ils ne constituent pas des données officielles prévisionnelles mais illustrent la dynamique attendue des ressources.

4. ARCHITECTURE DES RESSOURCES – CUMUL 2027-2032

PROGRAMME

N°	Source de financement	Montant (Md€)	% du total
1	Recettes publiques existantes	440,16	32,85 %
2	Redéploiements / économies structurelles	134,06	10,01 %
3	Nouvelles recettes fiscales	100,00	7,46 %
4	Lutte contre la fraude / optimisation	35,00	2,61 %
5	Réforme de l'État et modernisation	30,00	2,24 %
6	Financements européens	75,12	5,61 %
7	Effets retour économiques (non redondants)	169,87	12,68 %
8	Recettes additionnelles diverses	47,40	3,54 %
9	Emprunt citoyen	306,95	22,92 %
10	Patrimoine public mobilisé	0,785	0,06 %
TOTAL RESSOURCES 2027-2032		1 339,34	100 %

i Les financements européens (75,12 Md€) correspondent aux ressources intégrées au financement du programme. À titre de comparaison, le potentiel total mobilisable via les dispositifs européens est estimé à 97 Md€, auxquels s'ajoutent jusqu'à 53 Md€ de cofinancements publics et privés (voir p.73).



5. MONTÉE EN PUISSANCE DES RESSOURCES – MÉCANISMES CLÉS

SIMULATION DE MODÈLE

2027	2028	2029	2030	2031-2032*
- Mobilisation des recettes existantes - Premiers redéploiements et économies - Lancement des réformes (fraude, performance de l'État) - Premiers financements européens	- Montée en charge des nouvelles recettes fiscales - Accélération de la lutte contre la fraude - Amplification des redéploiements - Déploiement des financements européens	- Effets retour économiques en montée significative - Poursuite des réformes structurelles - Renforcement des cofinancements - Recettes additionnelles en croissance	- Plein effet des recettes fiscales nouvelles - Retours économiques consolidés - Optimisation continue des dépenses publiques - Financements sécurisés	- Ressources à maturité et stabilisées - Retours économiques maximisés - Financement complet du programme jusqu'à son terme

* 2031-2032 regroupe deux années.

6. SYNTHÈSE DU SCÉNARIO CENTRAL

SOURCERIE / CALCUL

- ✓ Le programme de 1 339,34 Md€ est intégralement financé sur 2027-2032.
- ✓ L'emprunt citoyen représente 306,95 Md€ (22,92 % du total) et reste maîtrisé.
- ✓ Les ressources progressent chaque année grâce aux réformes, aux recettes nouvelles, aux retours économiques et aux cofinancements.
- ✓ La diversification des sources garantit la robustesse et la résilience du financement.
- ✓ Le scénario central assure la soutenabilité financière du programme et sa capacité à générer des retours économiques et budgétaires.

À RETENIR

- ✓ Chaque année, les ressources couvrent les dépenses et dégagent un solde positif (simulation).
- ✓ L'architecture financière sur 10 sources complémentaires et solidaires.
- ✓ Les retours économiques et les recettes nouvelles renforcent progressivement les finances publiques.
- ✓ Le programme est financé sans augmenter les impôts des ménages ni la charge supplémentaire des finances publiques.

SOURCES PRINCIPALES

- Insee – Comptes nationaux trimestriels – 1^{er} trimestre 2026
- Insee – Note de conjoncture – Juin 2025 (déficit public 2025 : 5,1 % du PIB).
- Insee – Note de conjoncture – Juin 2025
- Données et hypothèses du Programme France 2032 Solidaire
- Modèle financier du programme

LES SCÉNARIOS DE SÉCURITÉ : CENTRAL, PRUDENT ET DYNAMIQUE

Trois trajectoires sont modélisées pour mesurer la sensibilité des résultats aux hypothèses macroéconomiques, aux retours économiques et à la mobilisation des ressources.

● OFFICIEL : données publiques

● PROGRAMME : issu du programme

● CALCUL : résultat arithmétique

● SIMULATION : hypothèse de modèle

SCÉNARIO CENTRAL Hypothèses de référence

- Croissance du PIB : +1,0 % / an en moyenne
- Retours économiques : modérés
- Mobilisation des ressources : conforme

PIB additionnel cumulé 2027–2032
301,9 Md€

Retours économiques bruts (non redondants)
240,6 Md€

Retours économiques non redondants
169,87 Md€

Retour budgétaire net 2027–2031
52,9 Md€

Besoin d'emprunt total 2027–2032
306,95 Md€

soit 22,92 % du financement total

i Scénario retenu pour l'équilibre financier du programme de 1 339,34 Md€.

SCÉNARIO PRUDENT Hypothèses plus conservatrices

- Croissance du PIB : +0,6 % / an en moyenne
- Retours économiques : plus faibles
- Mobilisation des ressources : plus lente

PIB additionnel cumulé 2027–2032
239,0 Md€
(–20,9 % vs central)

Retours économiques bruts (non redondants)
186,0 Md€
(–22,7 % vs central)

Retours économiques non redondants
131,0 Md€
(–22,9 % vs central)

Retour budgétaire net 2027–2031
38,8 Md€
(–26,8 % vs central)

Besoin d'emprunt total 2027–2032
342,95 Md€
(+36,00 Md€ vs central)
soit 25,62 % du financement total

i Le programme reste finançable avec un besoin d'emprunt plus élevé (+36 Md€).

SCÉNARIO DYNAMIQUE Hypothèses plus favorables

- Croissance du PIB : +1,4 % / an en moyenne
- Retours économiques : plus élevés
- Mobilisation des ressources : accélérée

PIB additionnel cumulé 2027–2032
371,0 Md€
(+22,9 % vs central)

Retours économiques bruts (non redondants)
296,0 Md€
(+23,0 % vs central)

Retours économiques non redondants
209,0 Md€
(+23,1 % vs central)

Retour budgétaire net 2027–2032
69,9 Md€
(+32,1 % vs central)

Besoin d'emprunt total 2027–2032
276,95 Md€
(–30,00 Md€ vs central)
soit 20,68 % du financement total

i Une dynamique plus favorable réduit le recours à l'emprunt de 30 Md€.

1. DÉPENSES PROGRAMMÉES PAR ANNÉE (Md€)

PROGRAMME

Année	2027	2028	2029	2030	2031 – 2032	TOTAL 2027–2032
Dépenses programmées (Md€)	250,00	260,00	270,00	275,00	299,34	1 339,34
% du total 2027–2032	18,67 %	19,41 %	20,16 %	20,53 %	21,27 %	100 %

i La trajectoire des dépenses est identique dans les trois scénarios.
* 2032 année individuelle.

2. EMPRUNT ANNUEL PAR SCÉNARIO (Md€)

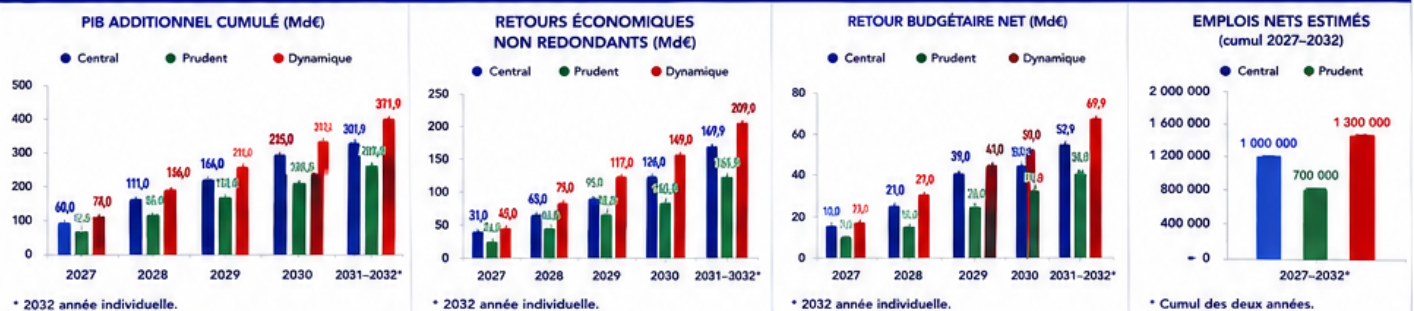
● Scénario central ● Scénario prudent ● Scénario dynamique

Année	Md€	Md€	Md€
2027	50,00	55,00	45,00
2028	55,00	60,00	50,00
2029	60,00	65,00	50,00
2031	67,95	72,95	67,95
2032	68,00	80,00	67,00
TOTAL 2027–2032	306,95	342,95	276,95

i Les montants peuvent varier légèrement selon l'arrondi.

* 2032 année individuelle.

3. ÉVOLUTION ANNUELLE DES PRINCIPAUX INDICATEURS



4. SYNTHÈSE DES TROIS SCÉNARIOS 2027–2032

Indicateurs (cumul 2027–2032)	Scénario central	Scénario prudent	Scénario dynamique	Écart prudent / central	Écart dynamique / central
PIB additionnel (Md€)	301,9	239,0	371,0	–20,9 %	+22,9 %
Retours économiques bruts (non redondants) (Md€)	240,6	186,0	296,0	–22,7 %	+23,0 %
Retours économiques non redondants (Md€)	169,87	131,0	209,0	–22,9 %	+23,1 %
Retour budgétaire net (Md€)	52,9	38,8	69,9	–26,8 %	+32,1 %
Besoin d'emprunt total (Md€)	306,95	342,95	276,95	+36,00 Md€	–30,00 Md€
Part de l'emprunt dans le financement total	22,92 %	25,62 %	20,68 %	+2,70 points	–2,24 points

i Les scénarios illustrent la sensibilité des résultats aux hypothèses économiques et à la mobilisation des ressources.
Dans tous les cas, le programme de 1 339,34 Md€ reste intégralement finançable.

HYPOTHÈSES CLÉS



Croissance du PIB
+0,6 % (prudent)
+1,0 % (central)
+1,4 % (dynamique)



Mobilisation des ressources
Plus lente (prudent)
Conforme (central)
Accélérée (dynamique)



Retours économiques
Plus faibles (prudent)
Modérés (central)
Plus élevés (dynamique)



Emploi
Effet positif dans
tous les scénarios

SOURCES PRINCIPALES

- Insee – Comptes nationaux trimestriels – 1^{er} trimestre 2026.
- Insee – Note de conjoncture – Juin 2025.
- Données et hypothèses du Programme France 2032 Solidaire
- Modèle financier du programme

Le programme France 2032 Solidaire repose sur une architecture de pilotage rigoureuse garantissant la maîtrise financière, la transparence et la capacité d'ajustement en toutes circonstances.

● **OBJECTIF** : données du programme

● **ALERTE** : seuil de gestion proposé*

● **CRITIQUE** : seuil déclenchant une révision*

● **PILOTAGE** : mécanismes

* Les seuils d'alerte et de déclenchement sont des règles de pilotage proposées ; ils ne constituent pas des prévisions budgétaires.

1. LES 5 PRINCIPES DIRECTEURS



1. SOUTENABILITÉ

Garantir la soutenabilité du programme sur la durée sans mettre en péril les finances publiques.



2. TRANSPARENCE

Assurer une information claire, régulière et accessible sur l'exécution et les résultats du programme.



3. PERFORMANCE

Suivre des indicateurs précis et orientés résultats pour maximiser l'impact des investissements publics.



4. ADAPTABILITÉ

Disposer de leviers d'ajustement pour faire face aux aléas économiques, financiers ou opérationnels.



5. RESPONSABILITÉ

Attribuer clairement les rôles et responsabiliser tous les acteurs de la mise en œuvre du programme.

2. GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU PILOTAGE

Une gouvernance dédiée, pilotée au plus haut niveau de l'État.



i Le pilotage s'appuie sur une cellule permanente d'évaluation et d'audit interne.

3. TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS CLÉS

Indicateurs suivis chaque trimestre

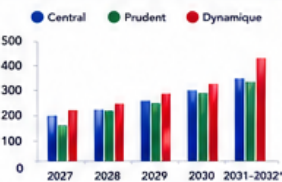
Indicateur	Objectif (programme)	Seuil d'alerte (proposé)	Seuil critique (proposé)
Exécution budgétaire (dépenses engagées / dépenses programmées)	100 %	< 90 %	< 75 %
Consommation de l'emprunt (emprunt mobilisé / emprunt disponible)	100 %	< 90 %	< 75 %
Retours économiques non redondants cumulés	169,87 Md€	< 140 Md€	< 110 Md€
Retour budgétaire net (recettes nettes générées)	52,9 Md€	< 40 Md€	< 30 Md€
Part de l'emprunt dans le financement total	22,92 %	> 26 %	> 30 %
Désendettement public (dette publique / PIB)	Stabilisation puis baisse	Hausse modérée	Hausse marquée
Création d'emplois liés au programme	Suivi indicatif (modèle en construction)	Seuils à définir (modèle)	Seuils à définir (modèle)

i Ces indicateurs font l'objet d'une revue trimestrielle par le Comité technique de suivi et d'une synthèse présentée au Comité de pilotage interministériel.

4. MÉCANISMES D'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE



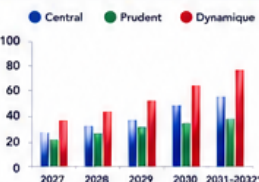
5. DÉPENSES PROGRAMMÉES (Md€)



Total programme
1 339,34 Md€

Trajectoire identique pour les trois scénarios.

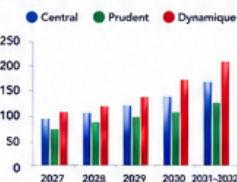
6. EMPRUNT ANNUEL (Md€)



Emprunt total
306,95 Md€

Part de l'emprunt : 22,92 %

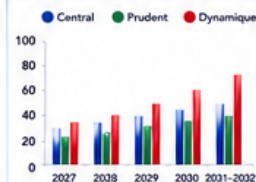
7. RETOURS ÉCONOMIQUES NON REDONDANTS (Md€)



Retours non redondants
169,87 Md€

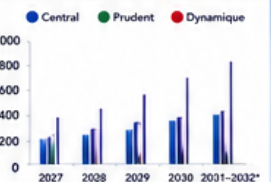
Soit 12,68 % du financement total

8. RETOUR BUDGÉTAIRE NET (Md€)



Retour budgétaire net attendu
52,9 Md€
(scénario central)

9. EMPLOIS NETS ESTIMÉS (Suivi indicatif)



Suivi indicatif en cours de construction. Les niveaux dépendront des hypothèses économiques et du calendrier de réalisation des projets. (Seuils à définir une fois le modèle validé)

* 2031-2032 regroupe deux années.

i Les scénarios prudent et dynamique reposent sur des hypothèses économiques moins favorables ou plus favorables que le scénario central. Ils permettent de tester la robustesse financière du programme et sa capacité d'ajustement.

HYPOTHÈSES CLÉS (scénario central)

- Croissance du PIB +1,0 % / an en moyenne
- Mobilisation des ressources selon la trajectoire prévue
- Retours économiques progressifs et mesurés
- Maîtrise des dépenses selon la trajectoire
- Stabilisation puis baisse de la dette publique
- Financement soutenable dans la durée

SOURCES PRINCIPALES

- Insee – Comptes nationaux trimestriels – 1^{er} trimestre 2026
- Insee – Note de conjoncture – Juin 2025
- Données et hypothèses du Programme France 2032 Solidaire
- Modèle financier du programme

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Architecture financière du programme (p. 70-82)
- Scénarios économiques et financiers (p. 83)
- Note méthodologique – Indicateurs et pilotage

RAPPEL DES CHIFFRES CLÉS DU PROGRAMME

Financement total 2027-2032	1 339,34 Md€	Emprunt total (22,92 %)	306,95 Md€	Retours économiques non redondants	169,87 Md€	Retour budgétaire net attendu	52,9 Md€
-----------------------------	--------------	-------------------------	------------	------------------------------------	------------	-------------------------------	----------

SYNTHÈSE : UN FINANCEMENT DIVERSIFIÉ ET MAÎTRISÉ

Le programme France 2032 Solidaire repose sur une architecture financière solide, diversifiée et soutenable.

Les 1 339,34 Md€ d'investissements prévus sur 2027-2032 sont financés par une combinaison équilibrée de ressources publiques, privées, d'économies et de retours générés par le programme lui-même.

● OFFICIEL : données du programme

● RÉPARTITION : ressources 2027-2032

● SUIVI : indicateurs de maîtrise

● PILOTAGE : mécanismes de sécurisation

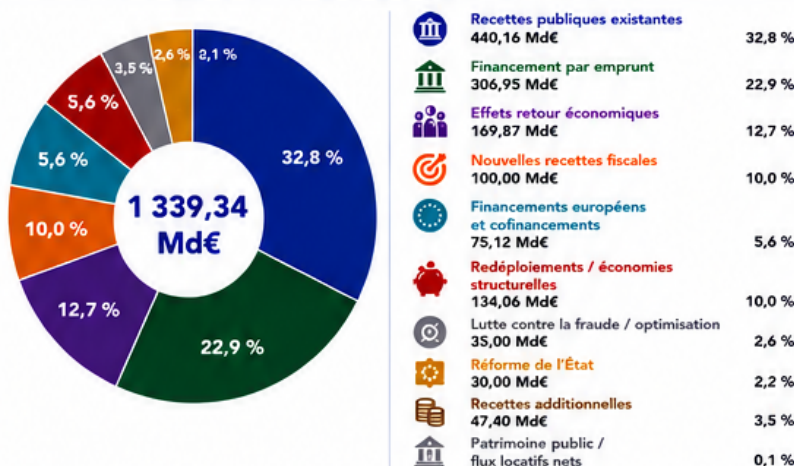
1. L'ÉQUATION FINANCIÈRE GLOBALE 2027-2032 (Md€)

BESOINS TOTAUX DU PROGRAMME		RESSOURCES TOTALES MOBILISÉES
1 339,34 Md€		1 339,34 Md€
Dépenses programmées 2027-2032		Voir la répartition détaillée par source (section 2)
2027	250,00	
2028	260,00	
2029	270,00	
2030	275,00	
2031-2032*	284,34	
TOTAL	1 339,34	TOTAL 1 339,34

* 2031-2032 regroupe deux années.

① Équilibre intégral : 100 % des besoins couverts.

2. RÉPARTITION DES RESSOURCES 2027-2032



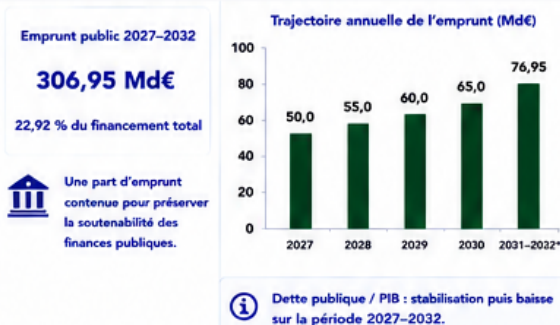
① Une stratégie équilibrée limitant le recours à l'emprunt à 22,92 % du financement total.

3. FINANCEMENT DU PROGRAMME 2027-2032 : RÉPARTITION PAR SOURCE (Md€)

Source de financement	Description	Montant 2027-2032	Part du total
1 Recettes publiques existantes	Ressources fiscales et parafiscales existantes mobilisées sur la période.	440,16 Md€	32,8 %
2 Redéploiements / économies structurelles	Économies et redéploiements budgétaires identifiés pour financer le programme.	134,06 Md€	10,0 %
3 Nouvelles recettes fiscales	Recettes fiscales additionnelles générées par la croissance et les réformes.	100,00 Md€	10,0 %
4 Lutte contre la fraude / optimisation	Recettes récupérées et gains issus de la lutte contre la fraude et l'optimisation.	35,00 Md€	2,6 %
5 Réforme de l'État	Gains structurels issus de la réforme et de la modernisation de l'État.	30,00 Md€	2,2 %
6 Financements européens et cofinancements	Fonds européens mobilisés et cofinancements nationaux ou territoriaux associés.	75,12 Md€	5,6 %
7 Effets retour économiques (non redondants)	Retours économiques bruts non redondants générés par les investissements.	169,87 Md€	12,7 %
8 Recettes additionnelles	Recettes diverses et autres ressources additionnelles prévues.	47,40 Md€	3,5 %
9 Financement par emprunt	Emprunt public mobilisé sur 2027-2032.	306,95 Md€	22,9 %
10 Patrimoine public / flux locatifs nets	Mobilisation du patrimoine public et flux locatifs nets associés.	0,785 Md€	0,1 %
TOTAL DES RESSOURCES MOBILISÉES		1 339,34 Md€	100 %

① Ces dix sources assurent le financement intégral et équilibré du programme France 2032 Solidaire sur la période 2027-2032.

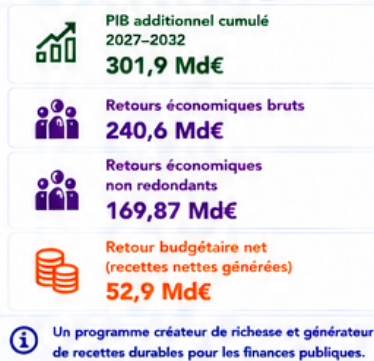
4. RECOURS À L'EMPRUNT PUBLIC : MAÎTRISÉ ET SOUTENABLE



* 2031-2032 regroupe deux années.

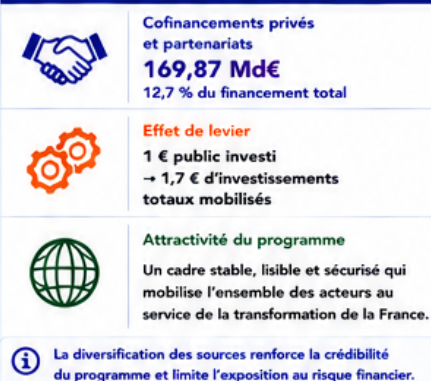
① Dette publique / PIB : stabilisation puis baisse sur la période 2027-2032.

5. RETOURS ATTENDUS DU PROGRAMME (SCÉNARIO CENTRAL)



① Un programme créateur de richesse et générateur de recettes durables pour les finances publiques.

6. DIVERSIFICATION ET EFFET DE LEVIER



① La diversification des sources renforce la crédibilité du programme et limite l'exposition au risque financier.

7. GARDE-FOUS ET MAÎTRISE DES RISQUES

Cadre budgétaire rigoureux Engagements annuels compatibles avec le trajectoire des finances publiques.	Suivi et évaluation permanents Tableau de bord trimestriel et audits indépendants.	Seuils d'alerte et de déclenchement Mécanismes de révision automatique en cas d'écart significatif.	Flexibilité et réallocation Réallocation des crédits et priorisation des projets à plus fort impact.	Transparence et reddition des comptes Publication régulière des résultats, des impacts et des ajustements.
---	---	--	---	---

① Des mécanismes de pilotage robustes pour garantir la soutenabilité, l'efficacité et la confiance.

8. EN RÉSUMÉ

OBJECTIF ATTEINT Un financement intégralement sécurisé, diversifié et maîtrisé au service d'un projet ambitieux, durable et créateur de valeur pour la France et pour les générations futures.	Besoin total 2027-2032 1 339,34 Md€ 100 % couvert	Emprunt public 306,95 Md€ 22,92 % du total	Cofinancements privés et partenariats 169,87 Md€ 12,7 % du total	Retour budgétaire net (recettes nettes générées) 52,9 Md€ (scénario central)	Impact budgétaire net Positif dès 2030 et croissant
--	---	--	--	--	--

Cette annexe présente l'ensemble des flux financiers du programme France 2032 Solidaire sur la période 2027–2032. Elle détaille les ressources mobilisées, les dépenses programmées, les retours économiques et budgétaires attendus, ainsi que le solde net pour les finances publiques.

● OFFICIEL : données du programme ● RÉPARTITION : ressources 2027–2032 ● SUIVI : indicateurs de maîtrise ● PILOTAGE : mécanismes de sécurisation

1. RÉCAPITULATIF GLOBAL DES FLUX FINANCIERS 2027–2032 (Md€)

Nature des flux	2027	2028	2029	2030	2031–2032*	TOTAL 2027–2032
RESSOURCES MOBILISÉES						
1 Recettes publiques existantes	64,70	72,40	78,00	82,10	142,96	440,16
2 Redéploiements / économies structurelles	19,00	21,00	22,00	23,00	49,06	134,06
3 Nouvelles recettes fiscales	16,00	17,00	19,00	20,00	28,00	100,00
4 Lutte contre la fraude / optimisation	5,00	5,50	5,50	6,00	13,00	35,00
5 Réforme de l'État	4,00	4,50	5,00	5,50	11,00	30,00
6 Financements européens et cofinancements	10,00	12,00	13,00	14,00	26,12	75,12
7 Effets retour économiques	24,00	27,00	29,00	31,00	58,87	169,87
8 Recettes additionnelles	7,00	7,50	8,00	8,90	16,00	47,40
9 Financement par emprunt	50,00	55,00	60,00	65,00	76,95	306,95
10 Patrimoine public / flux locatifs nets	0,10	0,15	0,15	0,20	0,19	0,785
TOTAL RESSOURCES MOBILISÉES	199,80	222,05	239,65	255,70	422,14*	1 339,34
DÉPENSES PROGRAMMÉES						
🏛️ Dépenses d'investissement et d'intervention	250,00	260,00	270,00	275,00	284,34	1 339,34
TOTAL DÉPENSES PROGRAMMÉES	250,00	260,00	270,00	275,00	284,34	1 339,34
FLUX DE RETOUR ATTENDUS (effets sur l'économie et les finances publiques)						
PIB additionnel cumulé (effet sur l'économie)	47,00	52,00	58,00	65,00	79,90	301,90
Retours économiques bruts	36,00	40,00	44,00	50,00	70,60	240,60
Retours économiques non redondants	24,00	27,00	29,00	31,00	58,87	169,87
Retour budgétaire net (recettes nettes générées)	7,00	8,50	9,50	10,50	17,40	52,90
SOLDE ET IMPACT BUDGÉTAIRE NET						
Solde budgétaire net cumulé (hors effet retour)	-50,20	-37,95	-30,35	-19,30	+137,80*	0,00

* 2031–2032 regroupe deux années.

❗ Les écarts d'arrondi peuvent apparaître sur les totaux.

2. DÉTAIL DES RESSOURCES MOBILISÉES 2027–2032

Source de financement	Description	Montant 2027–2032 (Md€)	Part du total
1 🏛️ Recettes publiques existantes	Ressources fiscales et parafiscales existantes mobilisées sur la période.	440,16	32,8 %
2 🔄 Redéploiements / économies structurelles	Économies et redéploiements budgétaires identifiés pour financer le programme.	134,06	10,0 %
3 📈 Nouvelles recettes fiscales	Recettes fiscales additionnelles générées par la croissance et les réformes.	100,00	10,0 %
4 🔍 Lutte contre la fraude / optimisation	Recettes récupérées et gains issus de la lutte contre la fraude et l'optimisation.	35,00	2,6 %
5 🏛️ Réforme de l'État	Gains structurels issus de la réforme et de la modernisation de l'État.	30,00	2,2 %
6 🌐 Financements européens et cofinancements	Fonds européens mobilisés et cofinancements nationaux ou territoriaux associés.	75,12	5,6 %
7 🏠 Effets retour économiques	Retours économiques bruts non redondants générés par les investissements.	169,87	12,7 %
8 📄 Recettes additionnelles	Recettes diverses et autres ressources additionnelles prévues.	47,40	3,5 %
9 🏠 Financement par emprunt	Emprunt public mobilisé sur 2027–2032.	306,95	22,9 %
10 🏠 Patrimoine public / flux locatifs nets	Mobilisation du patrimoine public et flux locatifs nets associés.	0,785	0,1 %
TOTAL DES RESSOURCES MOBILISÉES		1 339,34	100 %

À RETENIR

Le financement du programme France 2032 Solidaire repose sur une combinaison équilibrée de ressources publiques, d'économies structurelles, de recettes nouvelles, de leviers européens, de retours économiques et d'un emprunt maîtrisé. Le solde budgétaire net cumulé (hors effet retour) s'établit à 0 Md€, car les 169,87 Md€ correspondent aux retours économiques non redondants.

3. VUE D'ENSEMBLE DES FLUX (2027–2032)

📊	Total des ressources mobilisées	1 339,34 Md€
- 🏛️	Total des dépenses programmées	1 339,34 Md€
= 📈	Solde du financement du programme	0 Md€
+ 📈	PIB additionnel cumulé (effet sur l'économie)	301,90 Md€
+ 📄	Retour budgétaire net cumulé (recettes nettes générées)	52,90 Md€
= 📄	Solde budgétaire net cumulé	0 Md€

4. INDICATEURS CLÉS CUMULÉS 2027–2032

📈	PIB additionnel cumulé	301,90 Md€
📄	Retours économiques bruts	240,60 Md€
📄	Retours économiques non redondants	169,87 Md€
📄	Retour budgétaire net (recettes nettes générées)	52,90 Md€
📄	Solde budgétaire net cumulé (hors effet retour)	0 Md€
📄	Part de l'emprunt dans le financement total	22,92 %

5. CALENDRIER DES FLUX FINANCIERS (repères de mise en œuvre)

2027	2028	2029	2030	2031–2032*
- Démarrage des programmes et des investissements - Premiers leviers de financement opérationnels - Mobilisation initiale des ressources	- Montée en puissance des investissements - Accélération des leviers de financement - Renforcement des flux	- Effets économiques visibles - Progression des retours économiques - Optimisation continue des recettes	- Consolidation des impacts - Montée des retours budgétaires - Maîtrise des dépenses et des risques	- Plein effet des investissements - Retours maximisés - Achèvement et évaluation finale

* 2031–2032 regroupe deux années.

Cette annexe présente les sources officielles, les hypothèses retenues et la méthode de calcul utilisées pour établir les projections financières, économiques et budgétaires du programme France 2032 Solidaire sur la période 2027–2032. Elle garantit la transparence, la traçabilité et la robustesse des résultats présentés dans le rapport.

● OFFICIEL : données du programme

● RÉPARTITION : ressources 2027–2032

● SUIVI : indicateurs de maîtrise

● PILOTAGE : mécanismes de sécurisation

1. SOURCES DES DONNÉES



Gouvernement français

Documents budgétaires et financiers officiels, lois de finances, rapports annexés, programmes et réformes structurelles.



INSEE

Comptes nationaux, projections macroéconomiques, scénarios PIB et emploi.



Direction générale des Finances publiques (DGFiP)

Recettes fiscales, évaluations de rendement, prévisions pluriannuelles.



Cour des comptes

Rapports publics, évaluations des finances publiques, efficacité des dépenses.



Commission européenne

Cadre financier pluriannuel 2021–2027, instruments européens, fonds et cofinancements.



Banque de France

Analyses économiques, projections et indicateurs financiers.



Rapports sectoriels et études publiques

Études d'impact, évaluations ex ante et ex post, rapports des administrations et opérateurs publics.

Sources consultées : documents publics et données disponibles à la date de clôture du modèle (voir section 8).

2. HYPOTHÈSES ET PARAMÈTRES DU MODÈLE (2027–2032)



Croissance économique

Hypothèse du modèle de travail (voir section 3.1).



Inflation

Hypothèse du modèle de travail (voir section 3.1).



Conditions de financement de l'emprunt public

Hypothèse du modèle de travail (voir section 3.4).



Effet multiplicateur des investissements publics

Hypothèse du modèle de travail (voir section 3.2).



Délai moyen de matérialisation des retours économiques

Hypothèse du modèle de travail (voir section 3.2).



Taux de réalisation des investissements programmés

Hypothèse du modèle de travail (voir section 3.3).



Taux de sécurisation des financements mobilisés

Hypothèse du modèle de travail (voir section 4.1).



Périmètre temporel

2027–2032



Périmètre géographique

France métropolitaine et outre-mer



Scénario de référence

Scénario central du modèle

Les hypothèses sont documentées dans les sections 3 et 4 ci-dessous et réexaminées chaque année dans le cadre du suivi et de l'évaluation.

3. MÉTHODE DE CALCUL DES INDICATEURS FINANCIERS ET ÉCONOMIQUES



3.1. PIB ADDITIONNEL CUMULÉ

Estimation de l'impact économique du programme sur la croissance potentielle, calculée à partir des effets directs, indirects et induits des investissements.

Formule :

$$\text{PIB additionnel} = \sum (\text{Investissements} \times \text{Multiplicateur année } n) \text{ actualisés à 2024}$$

Données de base :

INSEE (comptes nationaux, projections macroéconomiques)



3.2. RETOURS ÉCONOMIQUES BRUTS

Somme des gains économiques attendus : productivité, emploi, compétitivité, transition écologique, innovations, infrastructures, etc.

Méthode :

agrégation des impacts sectoriels et macroéconomiques issus des modèles d'évaluation.

Données de base :

études d'impact et rapports sectoriels publics

Modélisation :

modèles économiques internes



3.3. RETOURS ÉCONOMIQUES NON REDONDANTS

Déduction des effets déjà captés dans le PIB et des doublons entre créations de valeur et recettes publiques.

Formule :

$$\text{Retours non redondants} = \text{Retours bruts} - \text{Effets déjà intégrés dans le PIB} - \text{Doublons}$$

Données de base :

modélisation économétrique

Méthode :

modélisation économétrique



3.4. RETOUR BUDGÉTAIRE NET (RECETTES NETTES GÉNÉRÉES)

Estimation des recettes publiques supplémentaires générées par les retours économiques non redondants, après prise en compte des coûts et transferts.

Méthode :

Application des taux effectifs de prélèvements et d'élasticité budgétaire.

Données de base :

DGFiP (finances publiques), modèle de travail



3.5. SOLDE BUDGÉTAIRE NET DU PROGRAMME

Différence entre l'ensemble des ressources mobilisées et les dépenses programmées.

Formule :

$$\text{Solde budgétaire net} = \text{Total ressources mobilisées} - \text{Total dépenses programmées}$$

Résultat attendu : 0 Md€

(équilibre intégral du financement du programme)

ROULEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS CLÉS DU SCÉNARIO CENTRAL (2027–2032)



PIB additionnel cumulé

301,90 Md€



Retours économiques bruts

240,60 Md€



Retours économiques non redondants

169,87 Md€



Retour budgétaire net (recettes nettes générées)

52,90 Md€



Solde budgétaire net cumulé (hors effet retour)

0 Md€



Part de l'emprunt dans le financement total

22,92 %

4. CONSTRUCTION DU TABLEAU DE FINANCEMENT

- ✓ Identification des 10 sources de financement du programme.
- ✓ Estimation du montant mobilisable sur la période 2027–2032.
- ✓ Répartition temporelle indicative uniquement pour le suivi opérationnel (non contractuelle).
- ✓ Vérification de la soutenabilité budgétaire et de la compatibilité avec les règles européennes.
- ✓ Validation par le comité de pilotage financier.

Le total des ressources mobilisées couvre intégralement les dépenses programmées : 1 339,34 Md€ = 1 339,34 Md€.

6. LIMITES DU MODÈLE ET FACTEURS DE RISQUE

- ⚠ Dépendance aux conditions macroéconomiques nationales et internationales.
- ⚠ Risque d'aléas politiques, réglementaires ou institutionnels.
- ⚠ Incertitudes liées à la mise en œuvre opérationnelle des investissements.
- ⚠ Évolution possible des taux d'intérêt et de l'inflation.
- ⚠ Chocs externes : géopolitiques, climatiques, sanitaires ou technologiques.

7. GLOSSAIRE DES TERMES CLÉS

PIB additionnel : gain de PIB attribuable au programme par rapport à un scénario sans programme.

Retours économiques bruts : ensemble des gains économiques générés, avant retraitements.

Retours non redondants : gains économiques après retrait des doublons et des effets déjà intégrés.

Retour budgétaire net : recettes publiques nettes générées par les retours non redondants.

Solde budgétaire net : différence entre ressources mobilisées et dépenses programmées.

5. SUIVI, ACTUALISATION ET TRANSPARENCE

- ✓ Actualisation annuelle des données, hypothèses et projections.
- ✓ Publication d'un tableau de bord trimestriel des indicateurs clés.
- ✓ Évaluation indépendante à mi-parcours (fin 2029) et en fin de programme (2032).
- ✓ Publication des méthodes, hypothèses et résultats sur le portail officiel du programme.
- ✓ Traçabilité complète des données et des calculs pour permettre la reproduction et la vérification.

La transparence et la rigueur méthodologique sont au cœur de la gouvernance du programme France 2032 Solidaire.



POUR FAIRE FACE À CES RISQUES, LE PROGRAMME S'APPUIE SUR :

- ✓ Une gouvernance renforcée et des comités de pilotage indépendants.
- ✓ Des mécanismes d'ajustement et de réallocation des crédits.
- ✓ Des dispositifs de suivi et d'alerte précoce.
- ✓ Une approche prudente et des marges de sécurité intégrées.

8. CONTACT ET RÉFÉRENCES

Délégation générale du programme France 2032 Solidaire

Courriel : info@france2032-solidaire.gouv.fr

Site officiel : www.france2032-solidaire.gouv.fr

Date de référence des données : 31 mai 2025

Les sources détaillées et la documentation méthodologique sont disponibles sur le portail officiel du programme.